

2ÈME RENCONTRE DES FEMMES ENTREPRENEURS DE LA CEDAO

I. LE RÔLE DE LA NUMÉRISATION POUR COMBLER L'ECART
HOMMES-FEMMES EN AFRIQUE.

II. LE RÔLE DE L'ÉCONOMIE BLEUE POUR LE DÉVELOPPEMENT
SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE.

8 mars 2023

Casa África · Gran Canaria · Espagne



Consejería de Economía,
Conocimiento y Empleo
Dirección General de Asuntos
Económicos con África



I. LE RÔLE DE LA NUMÉRISATION POUR COMBLER L'ECART HOMMES-FEMMES EN AFRIQUE

II. LE RÔLE DE L'ÉCONOMIE BLEUE POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE

Héctor Martínez Hernández et María Magariños Triviño

Mars 2023

2ème Rencontre des Femmes
Entrepreneurs de la CEDEAO

En collaboration avec :



Consejería de Economía,
Conocimiento y Empleo
Dirección General de Asuntos
Económicos con África



Projets cofinancés par l'Union Européenne :



Fondo Europeo de Desarrollo Regional



UNION EUROPEA



Casa África
Gran Canaria - España
www.casafrica.es



Remerciements

Nous tenons à exprimer notre gratitude et à remercier les personnes et les institutions suivantes pour leur précieuse contribution à ces documents.

Ana María Hernández Díaz, Yurena Ojeda Rodríguez, Naziha Hage, Casa África ; Nasara Cabrera Abu, directrice générale des affaires économiques avec l'Afrique du gouvernement des îles Canaries ; Carlos Gutierrez, Cabildo de Fuerteventura ; Ana Pérez Peñalvo, directrice, Fundación Puertos de Las Palmas ; Navin Khemlani, PDG, IBC Espagne, Teresa Langle de Paz, directrice de la Fondation Mujeres por Africa ; Ainhoa Marín Egoscozabal, chercheuse principale pour l'Afrique subsaharienne au Real Instituto Elcano ; Charles Mensa, président de l'Institut des affaires économiques du Ghana ; Rokhaya Fall, vice-président du CODESRIA ; Ibrahim Diarra, directeur général du Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIREs) ; Odile Ndoumbé Faye, gestionnaire de programme sur le genre et la société civile, Centre de développement du genre de la CEDEAO ; Keiso Matashane-Marite, chef de la section de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes de la division du genre, de la pauvreté et des politiques sociales de l'UNECA ; Esther Pérez Verdú, présidente-directrice générale de Nemesys 2.0 ; Aziza Cheikhna, cofondatrice et présidente de Hadina Rimtic ; Thiaba Camara SY, présidente de WIC Capital ; Awamary Lowe-Khan, PDG de The Woman Boss ; Florentine Guihard-Koidio, présidente du Réseau des femmes professionnelles maritimes et portuaires d'Afrique de l'Ouest ; Eunice Mascarenhas, présidente de l'Association des femmes d'affaires du Cap-Vert ; Fatou CISSE, présidente de BPW Sénégal ; Margarita Pena, déléguée spéciale de la zone franche de Santa Cruz de Tenerife et membre de BPW Canarias ; Mónica Quesada, chef de projet, Cluster maritime des îles Canaries.

Nous remercions sincèrement tous les participants pour leurs contributions perspicaces et leur engagement à faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'écart mondial entre les hommes et les femmes persiste, ce qui représente un défi important pour atteindre l'égalité des sexes et une croissance économique inclusive. Le Global Gender Gap Index, élaboré par le World Economic Forum, fournit des informations précieuses sur la relation entre la parité hommes-femmes et le revenu par habitant. Bien que l'indice n'établisse pas de lien de causalité, il souligne l'importance d'investir dans la réduction des écarts entre les hommes et les femmes en matière d'accès aux ressources, aux opportunités et au pouvoir de décision.

Selon le Global Gender Gap Report du World Economic Forum, il faudra en moyenne 132 ans pour combler l'écart entre les hommes et les femmes dans le monde. Toutefois, la situation est encore plus préoccupante dans certaines régions, en particulier en Afrique. En Afrique du Nord, par exemple, le délai prévu pour combler le fossé entre les hommes et les femmes est de 267,6 ans, ce qui souligne le besoin urgent d'interventions ciblées pour accélérer les progrès.

Malgré ces chiffres alarmants, certains pays africains ont accompli des progrès remarquables dans la réduction de l'écart entre les hommes et les femmes. En particulier, la Namibie et le Rwanda font partie des dix premiers pays au monde qui ont rapidement réduit l'écart entre les hommes et les femmes, réalisant jusqu'à 80 % de progrès. Ces pays sont de brillants exemples du pouvoir de transformation des politiques inclusives et des efforts concertés pour autonomiser les femmes et promouvoir l'égalité des sexes.

Comblant le fossé entre les hommes et les femmes n'est pas seulement une question de justice sociale, c'est aussi un impératif économique. Les pays qui investissent dans leur capital humain et créent un environnement favorable à l'égalité des sexes tendent à connaître des niveaux de prospérité et de compétitivité plus élevés.

Dans ce contexte, **la numérisation et l'économie bleue sont apparues comme de puissants moteurs de changement**, offrant des opportunités uniques pour lutter contre les inégalités entre les sexes et promouvoir l'autonomisation des femmes en Afrique.

En Afrique, les technologies numériques recèlent un immense potentiel pour combler le fossé entre les hommes et les femmes et faire progresser l'autonomisation des femmes. En tirant parti de la puissance des outils, des plateformes et des services numériques, les pays d'Afrique peuvent surmonter les obstacles traditionnels et permettre aux femmes d'accéder à de nouvelles opportunités, de participer à des activités économiques et de jouer un rôle de premier plan dans divers secteurs.

La numérisation offre une série d'opportunités pour lutter contre les inégalités entre les sexes et libérer le potentiel inexploité des femmes en Afrique. L'accès aux technologies numériques, telles que les téléphones portables et l'internet, peut combler le fossé numérique et fournir aux femmes les outils et les informations dont elles ont besoin pour réussir dans un paysage numérique en évolution rapide. En

améliorant les programmes d'alphabétisation numérique et de formation professionnelle adaptés aux besoins des femmes, les pays peuvent les doter des connaissances et des capacités nécessaires pour participer activement à l'économie numérique.

En outre, les plateformes numériques et le commerce électronique ont le potentiel de créer de nouvelles voies pour l'autonomisation économique des femmes. Les marketplaces en ligne permettent aux femmes entrepreneurs d'atteindre des marchés plus larges, d'accéder au financement et aux ressources, et de surmonter les limitations géographiques. Grâce au commerce électronique, les femmes peuvent créer et développer des entreprises, créant ainsi des opportunités d'emploi non seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour d'autres membres de leur communauté.

Le rôle de la numérisation va au-delà de l'autonomisation économique. Il s'agit également d'améliorer l'accès des femmes et des jeunes filles à des soins de santé, à une éducation et à des services essentiels de qualité. La télémédecine, les plateformes d'éducation en ligne et les services bancaires mobiles peuvent révolutionner la fourniture de services vitaux, en particulier dans les régions isolées et mal desservies.

Dans ce document, nous explorerons **le rôle de la numérisation dans la réduction du fossé entre les sexes en Afrique**, en examinant les opportunités qu'elle offre et les défis qui doivent être relevés. En analysant les initiatives numériques réussies et les bonnes pratiques à travers le continent, nous visons à fournir des idées et des

recommandations pour les décideurs politiques, les parties prenantes et les organisations afin d'exploiter efficacement les technologies numériques pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique.

Dans le même ordre d'idées, la participation des femmes à l'économie bleue est devenue un moteur essentiel du développement durable et de la croissance économique. Les femmes jouent un rôle essentiel dans ce secteur, constituant une part importante de la main-d'œuvre et contribuant de manière substantielle à la production économique globale. Cependant, malgré les progrès notables réalisés dans certains pays, les femmes de l'économie bleue se heurtent encore à divers obstacles et défis qui entravent leur pleine participation et leur progression. Les lois et les normes sociales discriminatoires, l'accès limité aux possibilités d'éducation et de formation, ainsi que le manque de représentation dans les processus de prise de décision, constituent des obstacles importants pour les femmes. Il est essentiel de s'attaquer à ces obstacles pour libérer tout le potentiel des femmes et maximiser les avantages de leur participation à l'économie bleue.

Dans cet article, nous allons nous pencher également sur **le rôle des femmes dans le développement de l'économie bleue en Afrique**, en explorant leurs contributions, les défis qu'elles rencontrent et les solutions potentielles qui peuvent promouvoir l'égalité des sexes et la croissance inclusive. En examinant les expériences et les réussites, nous souhaitons mettre en lumière l'importance de l'autonomisation des femmes et souligner l'impact transformateur qu'elles peuvent avoir sur le développement durable en Afrique.



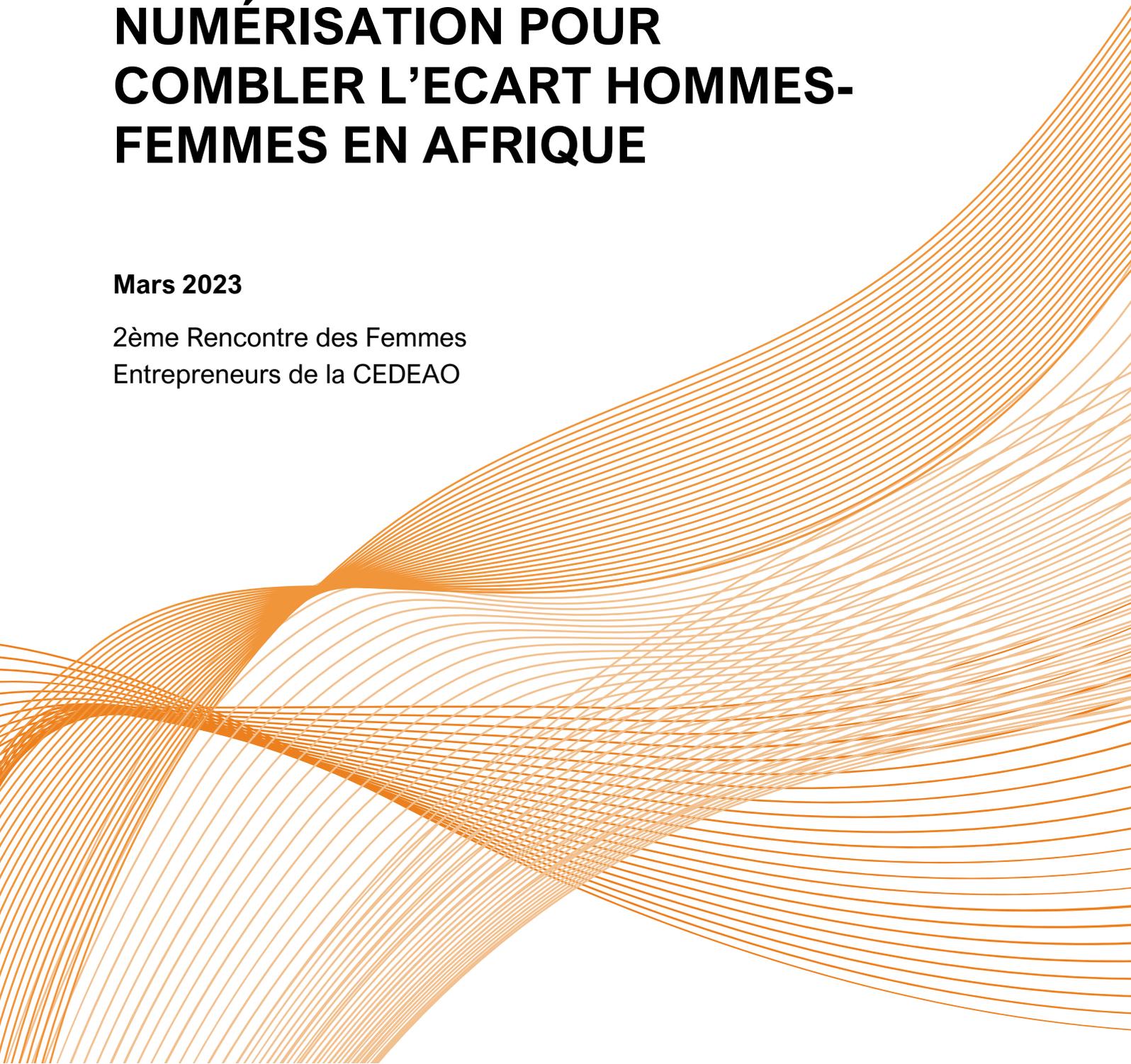
CASA ÁFRICA



LE RÔLE DE LA NUMÉRISATION POUR COMBLER L'ÉCART HOMMES- FEMMES EN AFRIQUE

Mars 2023

2ème Rencontre des Femmes
Entrepreneurs de la CEDEAO



SOMMAIRE

- 01** IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE POUR L'AFRIQUE
- 02** LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE. RÔLE DES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE.
- 03** BONNES PRATIQUES
- 04** DOMAINES D'AMÉLIORATION
 - 4.1 FOSSÉ NUMÉRIQUE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES
 - 4.2 ACCÈS À L'INTERNET
 - 4.3 ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES FILLES ET DES FEMMES DANS LES STEM
 - 4.4 L'ESPRIT D'ENTREPRISE ET LE LEADERSHIP DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
 - 4.5 AMÉLIORER LES POLITIQUES POUR UNE ÉCONOMIE NUMÉRIQUE PLUS ÉGALITAIRE
- 05** CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS
- 06** RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

01

IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE POUR L'AFRIQUE

La transformation numérique rapide est en train de remodeler l'économie mondiale, en favorisant l'inclusion financière, en comblant les écarts d'information entre les acheteurs et les vendeurs, et en changeant la façon dont les économies d'échelle sont réalisées. L'économie de l'internet en Afrique devrait atteindre 180 milliards de dollars d'ici 2025 (contre 115 milliards de dollars en 2020), soit 5,2 % du PIB du continent, selon Google et IFC, 2020 (1). Les preuves de l'impact positif de l'accès à l'internet et aux technologies mobiles sur la croissance, l'emploi, l'innovation, la productivité des entreprises, la productivité agricole et, surtout, les niveaux de consommation des ménages se multiplient. Ce que l'on appelle les "dividendes numériques" englobe une pléthore d'avantages, notamment une plus grande inclusivité découlant de l'élargissement de l'accès à l'information, une efficacité accrue due à la diminution des coûts de l'information, et une innovation amplifiée favorisée par la facilitation des biens d'information en réduisant les coûts de transaction à pratiquement zéro (2).

Le développement numérique est la voie de l'avenir, et il a le potentiel de bénéficier de manière significative à l'économie et à la société africaines. En effet, les technologies numériques, devenues indispensables aujourd'hui, y compris pour répondre aux défis posés par la crise du

COVID-19, sont placées au cœur des priorités mondiales.

De plus, la pandémie a mis en évidence l'importance des technologies numériques pour assurer la continuité des activités, le télétravail et l'enseignement à distance. Il est nécessaire d'explorer les solutions possibles pour une utilisation plus intensive des technologies numériques, en particulier par les petites et moyennes entreprises, afin d'augmenter leur productivité et de créer davantage d'emplois de qualité.

L'Afrique a une occasion unique d'exploiter le potentiel de l'économie numérique pour favoriser l'innovation et la prospérité. Néanmoins, si la fracture numérique n'est pas comblée, ses économies risquent de s'essouffler et de stagner. Malgré son potentiel, l'économie numérique pose également de nouveaux défis aux femmes et aux jeunes filles. En Afrique et dans le monde entier, les femmes et les filles sont à la traîne en matière de connectivité, de compétences numériques, d'engagement dans des carrières numériques, de postes de direction et d'accès aux technologies de l'information et de la communication. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver cette fracture numérique entre les sexes. Pour éviter que les femmes et les filles ne soient laissées pour compte par la transformation numérique, il est essentiel d'adopter une approche féministe qui donne la priorité à leurs besoins.

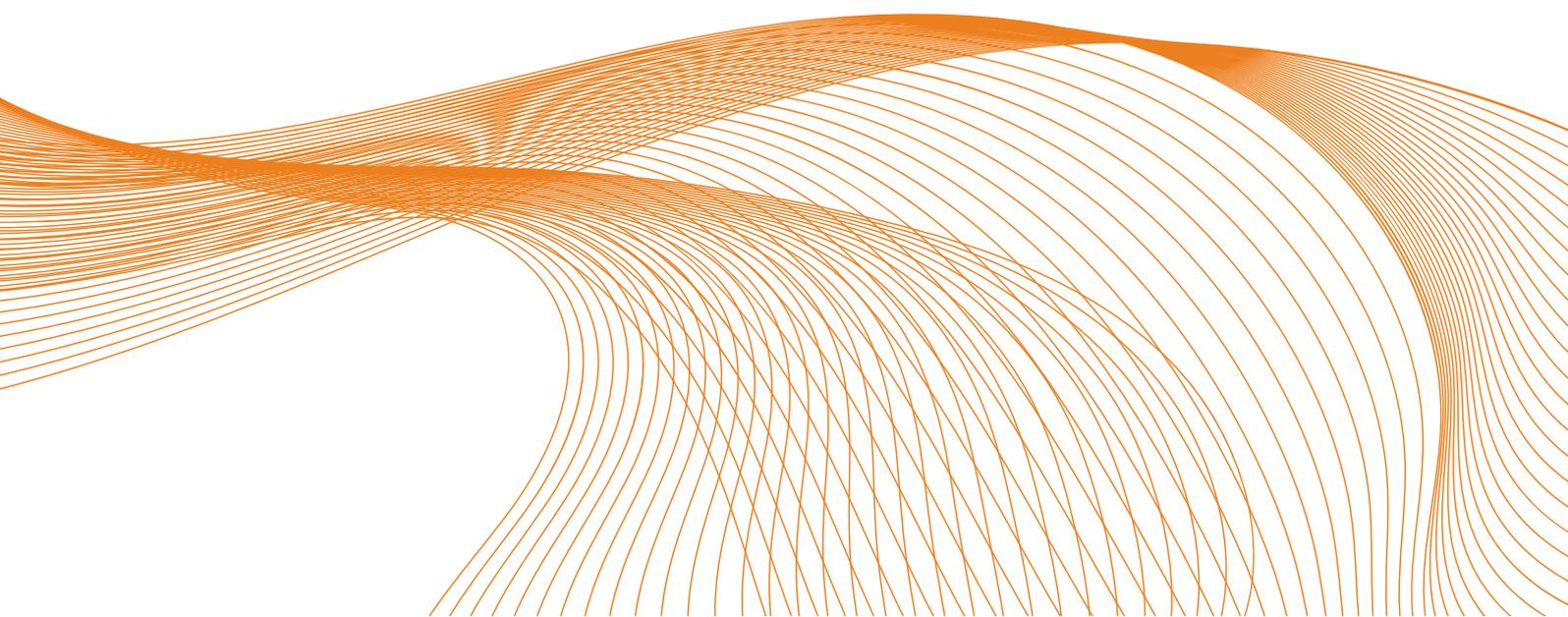
En effet, l'économie numérique offre un vaste potentiel pour soutenir les objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations unies, en offrant des possibilités de croissance économique, d'innovation et de développement durable. L'économie numérique peut contribuer de manière significative à la réalisation d'une multitude d'ODD, tels que l'éradication de la pauvreté, l'éducation de qualité, l'égalité entre les sexes, le travail décent et la croissance économique, l'industrie, l'innovation et les infrastructures, les villes et communautés durables, et la lutte contre les changements climatiques. En tirant parti des technologies digitales et en créant un écosystème numérique inclusif, l'économie numérique peut faciliter les progrès vers un avenir plus équitable et plus durable pour tous.

L'Agenda 2030 souligne la nécessité urgente d'évoluer vers de nouveaux modes de consommation et de production durables et inclusifs, tout en reconnaissant que la technologie est un moyen d'atteindre cet objectif (3). Il souligne l'importance de "renforcer l'utilisation des technologies instrumentales, en particulier les technologies de l'information et de la communication, pour promouvoir l'autonomisation des femmes" (objectif 5b).

Lors de la deuxième réunion des femmes chefs d'entreprise de la CEDEAO, il a été souligné que l'accès, l'utilisation et le développement de la technologie, en prenant en compte les questions de genre, sont essentiels pour progresser vers un nouveau paradigme productif et technologique axé sur l'égalité et la durabilité. Toutefois, en l'absence de politiques appropriées, il existe un risque d'exacerber les nœuds structurels de l'inégalité entre les sexes.



Figure 1 : ODD liés à l'économie numérique.



02

LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE. RÔLE DES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

L'économie numérique présente une multitude d'opportunités pour l'Afrique, mais elle pose également plusieurs défis. L'un des principaux défis est la fracture numérique, c'est-à-dire le fossé entre ceux qui ont accès aux technologies numériques et ceux qui n'y ont pas accès. Cette fracture se manifeste dans des domaines tels que l'accès à l'internet, les compétences numériques et l'accès aux services financiers numériques.

Il y a un manque important d'infrastructures, notamment d'électricité fiable et de connectivité à haut débit, qui empêche les entreprises et les particuliers de participer pleinement à l'économie numérique. Près de 300 millions d'Africains vivent à plus de 50 kilomètres d'une connexion à large bande par fibre ou par câble et seulement 28 % d'entre eux utilisent l'internet. Le manque de disponibilité généralisée de l'internet à haut débit reste donc un obstacle important qui empêche l'Afrique d'exploiter pleinement le potentiel de la transformation numérique (4). Cette lenteur dans la diffusion de l'Internet empêche également le continent de franchir les obstacles liés au développement durable (5).

En outre, la pénurie de travailleurs qualifiés dans l'économie numérique constitue un obstacle important à l'innovation et au développement de nouvelles technologies numériques.

Un autre défi, selon le Groupe de la Banque mondiale, est que trop peu de citoyens possèdent des identifiants numériques ou des comptes numériques, ce qui les empêche d'accéder à des services essentiels et au commerce électronique. Les startups numériques peinent à attirer des financements et les entreprises "traditionnelles" n'adoptent que lentement les technologies et les plateformes numériques pour stimuler la productivité et les ventes. L'adoption de la Fintech en Afrique présente de nombreuses opportunités et de nombreux défis. Au cours de la dernière décennie, la technologie financière africaine, ou fintech, a connu une croissance phénoménale. Cette croissance a conduit à l'avancement du commerce électronique et d'autres approches innovantes sur le continent et constitue un point positif pour l'avenir de l'économie numérique (6).

Cependant, l'économie numérique peut potentiellement aggraver les inégalités existantes, en particulier celles fondées sur le sexe, si l'accès et l'utilisation ne sont pas répartis équitablement. La figure 2 illustre les défis de l'économie numérique auxquels l'Afrique est confrontée.

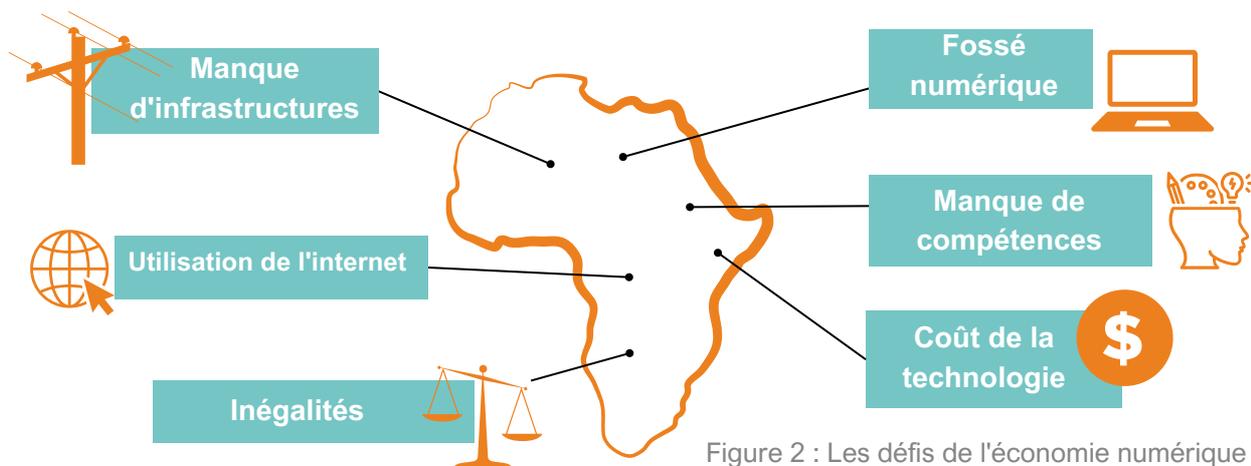


Figure 2 : Les défis de l'économie numérique en Afrique.

LE RÔLE DES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Le rôle des femmes dans l'économie numérique peut contribuer à relever plusieurs défis, notamment à réduire l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de rémunération, à promouvoir l'innovation et à stimuler la croissance économique. Cependant, les femmes sont actuellement sous-représentées dans la main-d'œuvre numérique (26%) (7), en particulier dans les postes de direction et les rôles techniques. Selon un rapport du McKinsey Global Institute, l'inégalité persistante entre les sexes limite le potentiel de l'Afrique (8). Toutefois, si l'Afrique redouble d'efforts pour combler les écarts entre les sexes, elle peut s'assurer un dividende de croissance substantiel dans le processus. L'accélération des progrès vers la parité pourrait stimuler les économies africaines de l'équivalent de 10 % de leur PIB collectif d'ici 2025.

Des recherches ont montré que les entreprises dotées d'équipes égalitaires sont plus innovantes et plus performantes sur le plan financier.

En outre, selon le Global Entrepreneurship Monitor, l'entrepreneuriat numérique des femmes est un moteur essentiel du développement socio-économique en Afrique, et même dans le monde, car elles sont plus susceptibles que les hommes de créer des entreprises dans le secteur numérique (9, 10).

Pour réduire cet écart et promouvoir la croissance économique, il est essentiel d'identifier les besoins et les contraintes spécifiques des femmes entrepreneurs ainsi que les facteurs favorables à la croissance des entreprises numériques dirigées par des femmes. Il est essentiel d'accroître la participation des femmes à l'économie numérique pour parvenir à l'égalité des sexes et stimuler la croissance économique. Toutefois, cela nécessitera des efforts ciblés pour surmonter les obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans l'accès aux compétences numériques et aux possibilités d'emploi, ainsi que pour promouvoir la diversité des genres dans les postes de direction.

03

BONNES PRATIQUES

Plusieurs politiques, efforts et initiatives peuvent être mis en œuvre pour accroître le rôle des femmes dans l'économie numérique. La mise en place de programmes de mentorat et de formation axés sur les femmes, l'autonomisation économique en facilitant l'accès au financement, soutenir l'esprit d'entreprise et encourager le développement des compétences professionnelles, ainsi que la mise en œuvre de mesures politiques et réglementaires visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes constituent des actions clés.

Les pays et les organisations du monde entier prennent des mesures pour donner plus de pouvoir aux femmes dans l'économie numérique. Au Canada, le gouvernement a lancé la Stratégie pour L'entrepreneuriat Féminin (11) afin de soutenir les femmes entrepreneurs et d'augmenter le nombre d'entreprises appartenant à des femmes.

La Banque Africaine de Développement a lancé le projet " Coding for Employment " (12), qui offre une formation aux compétences numériques aux jeunes femmes du Rwanda. Ce projet vise à augmenter le nombre de femmes travaillant dans le secteur technologique et à leur offrir des possibilités d'emploi. De même, Girls Who Code (13), une organisation américaine, vise à inspirer et à doter les filles de compétences en matière de codage par le biais de clubs extrascolaires et de programmes d'été. En offrant un environnement favorable, en donnant accès à des modèles et en encourageant les jeunes femmes à faire carrière dans la technologie, l'écart entre les hommes et les femmes dans ce secteur est réduit.

L'initiative E-Trade for Women de la CNUCED (14) promeut l'engagement des femmes entrepreneurs dans les pays en voie de développement et s'efforce de concevoir des politiques pertinentes pour surmonter les obstacles auxquels elles sont confrontées. Elle incite davantage de femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat numérique, obtenant des progrès significatifs et regroupant les fondatrices de près de 200 entreprises numériques détenues par des femmes dans plus de 40 pays.

La Fondation Femmes pour l'Afrique (MxA) (15) vise à élargir l'accès aux ressources et à renforcer les compétences numériques tout en stimulant le leadership des femmes dans tous les domaines et les secteurs professionnels. Un excellent exemple de leur travail est un programme d'entrepreneuriat qui existe depuis plus de 8 ans, le Babson College, Launch & Grow, qui a favorisé avec succès un réseau de plus d'une centaine de femmes dirigeantes de PME au Kenya. Une autre réussite notable est le programme Learn Africa, qui vise à offrir des possibilités d'enseignement supérieur aux jeunes femmes africaines. En collaboration avec plus de 50 universités espagnoles, ce programme a permis à des centaines de jeunes femmes de tout le continent de poursuivre des études supérieures ou de doctorat, le domaine d'études le plus recherché étant "Business Administration".

Adapter les programmes d'égalité des sexes dans l'économie numérique à chaque pays et région est crucial pour renforcer l'autonomie des femmes de manière plus efficace. Cela favorisera une économie numérique diversifiée et inclusive, permettant ainsi de maximiser le potentiel des femmes à travers le monde.

04

DOMAINES D'AMÉLIORATION

Nous nous pencherons sur les domaines clés à améliorer, en promouvant l'inclusion et l'équité dans le paysage numérique. Il s'agit notamment de la fracture numérique entre les sexes, de l'accès à l'internet, de la participation des filles et des femmes aux STEM, de l'esprit d'entreprise et du leadership numérique. En outre, nous nous concentrerons sur l'amélioration des politiques pour une économie numérique plus égalitaire.

4.1.



**FOSSÉ NUMÉRIQUE
ENTRE LES HOMMES
ET LES FEMMES**

4.4.



**L'ESPRIT
D'ENTREPRISE ET LE
LEADERSHIP DANS
L'ÉCONOMIE
NUMÉRIQUE**

4.2.



ACCÈS À L'INTERNET

4.5.



**AMÉLIORER LES
POLITIQUES POUR
UNE ÉCONOMIE
NUMÉRIQUE PLUS
ÉGALITAIRE**

4.3.



**ACCROÎTRE LA
PARTICIPATION DES
FILLES ET DES FEMMES
DANS LES STEM**

4.1. FOSSÉ NUMÉRIQUE ENTRE LES — HOMMES ET LES FEMMES

La fracture numérique consiste en deux aspects étroitement liés : un accès limité aux technologies de l'information et un manque de compétences techniques. Ces lacunes s'exacerbent l'une l'autre dans un schéma circulaire, où les compétences techniques sont difficiles à développer sans accès à la technologie, et où l'accès à la technologie est inutile sans les compétences nécessaires pour l'utiliser. La fracture numérique entre les hommes et les femmes, particulièrement importante en Afrique, est une grave inégalité exacerbée par la révolution numérique. Les inégalités dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) persistent en raison de divers facteurs, tels que l'alphabétisation, le revenu et la situation professionnelle.

Dans le Global Gender Gap Report 2020, l'Afrique subsaharienne est classée à l'avant-dernière place en termes d'égalité des sexes (7). Les avantages économiques d'agir en faveur de l'égalité seraient considérables : si 600 millions de femmes supplémentaires dans les pays pauvres avaient accès à l'internet, le PIB mondial pourrait augmenter de 18 milliards d'USD. Dans ce contexte, nous nous interrogeons sur ce qui doit changer pour que les programmes mondiaux de transformation numérique intègrent de manière adéquate la composante de genre.

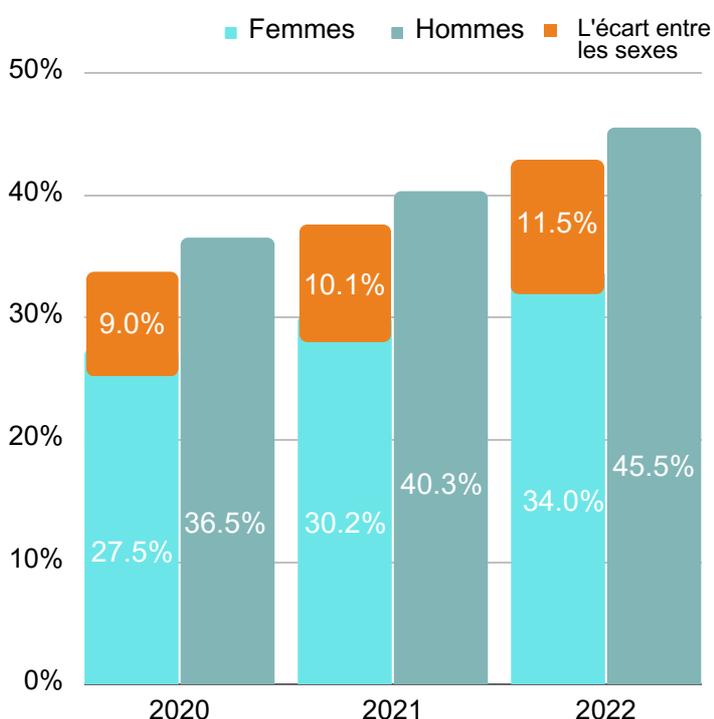
Malgré de récentes améliorations, les femmes et les jeunes filles sont sous-représentées dans les industries, les universités et le secteur technologique au sens large. Selon l'étude "Gender Snapshot 2022" (16), les femmes n'occupent que deux emplois sur dix dans les domaines des sciences, de l'ingénierie et des technologies de l'information et de la communication à l'échelle mondiale. Dans les 20 plus grandes entreprises technologiques mondiales, les femmes représentent 33 % de la main-d'œuvre en 2022, mais elles n'occupent qu'un poste de direction sur quatre. Les femmes inventrices ne représentent que 16,5 % des inventeurs répertoriés dans les demandes de brevets internationaux dans le monde.

L'intégration des femmes et d'autres groupes marginalisés dans la technologie permet de trouver des solutions plus créatives et offre un plus grand potentiel d'innovations qui répondent aux besoins des femmes et promeuvent l'égalité des sexes. L'exclusion des femmes du monde numérique a déjà coûté aux pays à revenu faible ou intermédiaire 1 000 milliards de dollars de leur produit intérieur brut au cours de la dernière décennie. Si rien n'est fait, cette perte atteindra 1 500 milliards de dollars d'ici à 2025.



4.2. ACCÈS À L'INTERNET

L'internet recèle un grand potentiel pour autonomiser les femmes africaines et lever les obstacles qui les empêchent de s'engager pleinement dans la société numérique. Cependant, des études limitées sur l'utilisation de l'internet révèlent des disparités importantes entre les hommes et les femmes dans les pays en développement. En Afrique, par exemple, on estime que les femmes représentent 25 % ou moins des utilisateurs de l'internet. Le graphique 1 montre les disparités notables dans l'utilisation de l'internet au sein de la population de l'Afrique subsaharienne lorsqu'elle est segmentée par sexe. Il met clairement en évidence les écarts importants qui existent en termes d'accès et d'utilisation de l'internet.

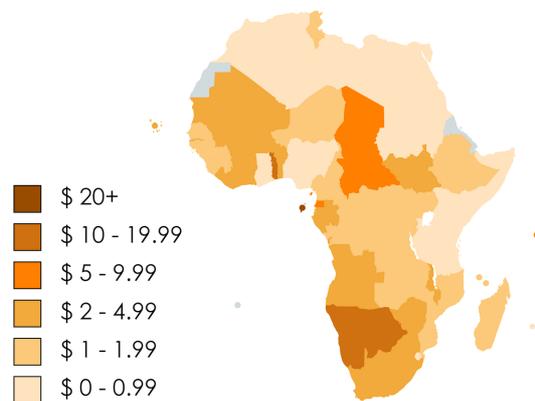


Graphique 1 : Pourcentage de la population utilisant l'internet en Afrique subsaharienne entre 2020 et 2022, par sexe. Source : UIT, Statista 2023.

Des études ont établi une corrélation claire et positive entre la pénétration du haut débit et son impact sur la croissance du PIB. Une augmentation de la pénétration de l'internet à large bande peut entraîner une augmentation significative du PIB, surtout en Afrique. Selon l'UIT, une augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit pourrait entraîner une croissance du PIB de 2,5 % en Afrique, ou de 5,2 % selon Google et la SFI, 2020 (1). Cependant, voici les prix moyens pour 1 Go de données mobiles en Afrique en 2022, par pays (en dollars américains).

Le graphique 1 illustre les tendances de l'utilisation de l'internet par les différents sexes en Afrique subsaharienne. Entre 2020 et 2022, le pourcentage de femmes et d'hommes accédant à l'internet a sensiblement augmenté. En 2020, 27,50 % des femmes et 36,50 % des hommes accédaient à l'internet, alors qu'en 2022, ces chiffres étaient passés à 34 % pour les femmes et 45,50 % pour les hommes. Toutefois, il est important de noter que malgré l'augmentation globale de l'utilisation de l'internet, l'écart entre les hommes et les femmes s'est également creusé. En 2020, l'écart entre les sexes était de 9,00 % et en 2022, il était passé à 11,50 %, ce qui reflète une plus grande disparité dans l'accès à l'internet.

Le graphique 2 montre le prix moyen pour 1 Go de données mobiles dans différents pays africains en 2022. Parmi les pays mentionnés, l'Algérie, la Libye, le Ghana et la Somalie se targuent d'avoir les données mobiles les plus abordables, avec un coût moyen de 0 à 0,99 \$ pour 1 Go. En revanche, le Togo, le Botswana, São Tomé et Príncipe et Sainte-Hélène affichent le prix moyen le plus élevé parmi les pays africains, entre 12,94 et 41,06 dollars.



Graphique 2 : Basé sur une analyse globale de plus de 5 292 plans de données mobiles dans 233 pays. Source : Cable.co.uk

Selon le Mobile Gender Gap Report 2022 (7), plusieurs obstacles contribuent à ces disparités dans l'utilisation de l'internet mobile.

L'accessibilité financière est un obstacle majeur, le coût des téléphones étant une préoccupation majeure pour les femmes dans certains pays d'Afrique de l'Ouest.

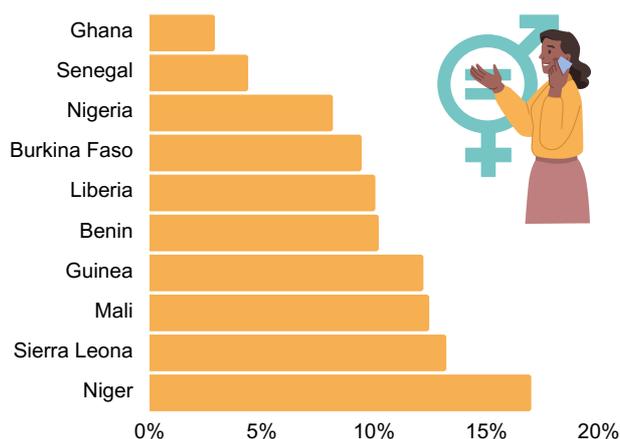
L'alphabétisation et les compétences numériques jouent également un rôle important. Les difficultés à lire et à écrire et le manque de connaissances sur la manière d'accéder à l'internet sur des appareils mobiles posent des problèmes aux femmes. Au Nigeria, par exemple, un pourcentage plus élevé d'utilisatrices de téléphones mobiles (41 %) que d'hommes (32 %) citent les difficultés de lecture et d'écriture comme un obstacle à l'adoption de l'internet mobile.

La pertinence est un autre facteur qui freine l'adoption de l'internet mobile. Certaines femmes peuvent estimer que l'internet n'est pas pertinent pour leur vie quotidienne ou peuvent avoir du mal à trouver un contenu significatif et utile pour elles.

Le manque d'accès à des téléphones dotés d'un accès à Internet constitue un obstacle important.

Dans le paysage numérique, le concept de "nantis" et de "démunis" a évolué, englobant à la fois les disparités au niveau local/communautaire et les facteurs socio-économiques plus larges qui influencent l'accès et l'utilisation des TIC par les individus.

L'hypothèse du déficit de connaissances suggère que les personnes ayant un statut socio-économique plus élevé ont un avantage pour accéder à de nouvelles sources d'information et se les offrir (17).



Graphique 3 : Écart entre les hommes et les femmes en matière d'accès à la téléphonie mobile en Afrique en 2021, par pays. Données Noda disponibles pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Togo, la Gambie, la Guinée-Bissau et le Tchad.

En 2021, comme l'illustre le graphique 3, le pays présentant l'écart le plus faible entre les sexes en matière d'accès au téléphone mobile au sein de la population étudiée était le Ghana (2,9 %), le Sénégal suivait avec un écart entre les sexes légèrement plus élevé (4,39 %). En ce qui concerne les pays où l'écart entre les sexes est plus important, le Mali et la Sierra Leone affichent des écarts plus élevés, avec respectivement 12,45 % et 13,21 %. Enfin, le Niger présente l'écart le plus élevé parmi les pays de la liste, avec 16,99 %.

Ces résultats mettent en évidence les disparités importantes entre les hommes et les femmes en matière d'accès à la téléphonie mobile dans les pays africains. Cependant, la disponibilité de l'accès numérique ne garantit pas à elle seule l'égalité des chances pour les femmes et les filles. Dans certains cas, l'accès est contrôlé ou surveillé par les hommes ou limité à des espaces en ligne restreints qui se concentrent principalement sur certains aspects tels que l'apparence des femmes ou les rôles traditionnels des hommes et des femmes. En outre, les préoccupations relatives à la sécurité et au harcèlement, tant en ligne que hors ligne, sont autant d'obstacles qui empêchent de nombreuses femmes et jeunes filles d'utiliser et d'adopter les technologies de l'information et de la communication (TIC) (18).

LES AVANTAGES DE LA NUMÉRISATION

La numérisation offre de nombreux avantages pour réduire l'écart entre les hommes et les femmes, comme le souligne Awamary Lowe-khan, PDG de The Woman Boss :

1. La numérisation permet un **accès facile à l'information** grâce à l'internet.

2. La numérisation a **élargi les possibilités d'emploi**, permettant aux individus de travailler à distance et d'avoir des clients ou des employeurs dans différentes parties du monde, ce qui profite aux femmes qui peuvent être confrontées à des obstacles traditionnels à l'emploi.

3. Des **plateformes d'éducation** en ligne ont vu le jour grâce à la numérisation, permettant aux femmes d'accéder à des **ressources éducatives et à des opportunités** de développement personnel et professionnel.

4. Les plateformes numériques telles que Twitter, Facebook et Instagram offrent des **outils de plaidoyer et d'autonomisation**, permettant aux femmes d'exprimer leurs préoccupations et d'entrer en contact avec un public plus large.

5. La technologie et les algorithmes peuvent être utilisés pour **lutter contre les préjugés sexistes** et promouvoir l'égalité des chances pour les femmes.

6. La numérisation permet aux femmes d'accéder à des **services financiers** tels que l'ouverture de comptes bancaires, contribuant ainsi à leur autonomisation économique et à leur indépendance.

7. Les plateformes numériques facilitent les **liens avec le marché**, permettant aux femmes entrepreneurs de vendre leurs produits ou services aux consommateurs du monde entier, y compris dans d'autres régions d'Afrique et au-delà.

8. La numérisation permet aux femmes **d'entrer en contact avec des mentors et des mentorés** situés dans des lieux différents, ce qui leur offre des possibilités de mise en réseau, d'apprentissage et de soutien.

9. Les compétences numériques facilitent la **participation des femmes à la vie communautaire et politique en leur donnant les moyens** de s'exprimer et de prendre une part active dans la sphère publique. De même, certaines études montrent que le développement des compétences numériques augmente la confiance en soi, l'indépendance, le prestige social et le pouvoir des filles et des femmes.

En outre, Internet ouvre une immense fenêtre sur le monde et permet aux femmes de tous horizons d'être exposées à des représentations de femmes dans d'autres cultures et contextes, ce qui facilite la réflexion sur les rôles traditionnels et sur la manière de les remettre en question, voire de modifier leurs aspirations personnelles (19).

4.3. ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES FILLES ET DES FEMMES DANS LES STEM

Investir dans l'enseignement des STEM et encourager la participation des filles et des femmes dans les domaines des STEM est non seulement crucial pour réaliser l'agenda 2063 de l'Union africaine, mais aussi pour positionner l'Afrique en tant que futur centre technologique (20). En comblant le fossé entre les sexes et en donnant aux filles et aux femmes les moyens d'agir dans le domaine des STEM, les pays africains peuvent libérer leur potentiel et contribuer à la transformation numérique du continent.

Plusieurs obstacles ont été identifiés, même lorsque l'accès à un ordinateur et à la technologie existe, les femmes ne l'utilisent pas nécessairement. Voici quelques-uns de ces obstacles :

L'éducation intégrant la dimension de genre : Il s'agit notamment d'éliminer les obstacles tels que les ressources limitées, les normes sociales et les préjugés culturels.

Intérêt et sensibilisation précoces : L'exposition aux domaines des STEM par le biais d'activités interactives et attrayantes peut contribuer à éveiller la curiosité et à susciter une passion pour les sciences et les technologies chez les filles.

Compétences en matière d'alphabétisation et de calcul : Reconnaître l'importance des compétences de base en matière d'alphabétisation et de calcul est essentiel pour que les filles et les femmes puissent exceller dans ce domaine. Voir graphique 4.

Développement des compétences non techniques : Outre les compétences techniques, il est essentiel de cultiver des compétences non techniques telles que la pensée critique, la résolution de problèmes, la communication et le travail d'équipe.

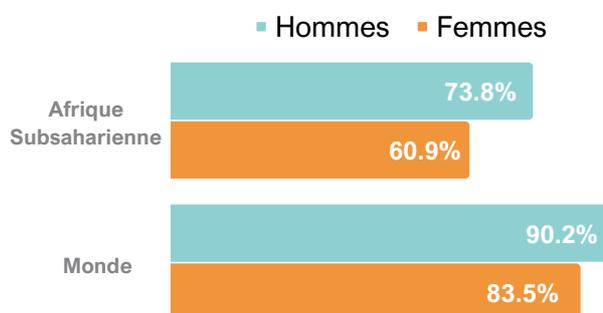
Modèles et mentorat : L'accès à des modèles féminins, à des mentors et à des leaders dans les domaines des STEM peut inspirer et motiver les filles et les femmes à poursuivre ces carrières.

S'attaquer aux barrières socioculturelles : Il s'agit notamment de lutter contre les stéréotypes liés au genre, de promouvoir des environnements d'apprentissage inclusifs et de plaider en faveur de l'égalité des chances et de la représentation.

Culture numérique et accès à la technologie : Les programmes doivent s'attacher à doter les femmes et les jeunes filles de compétences numériques, en veillant à ce qu'elles soient à l'aise et confiantes dans l'utilisation de la technologie pour l'apprentissage et l'avancement de leur carrière.

Compétences entrepreneuriales : Les programmes doivent mettre l'accent sur le développement de l'esprit d'entreprise, des compétences en gestion d'entreprise et de l'accès aux ressources financières et aux réseaux.

Taux d'alphabétisation des adultes, par sexe



Graphique 4 : Taux d'alphabétisation des adultes par sexe (% des personnes âgées de 15 ans et plus) 2020. Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

L'écart entre les hommes et les femmes en matière d'alphabétisation des adultes est de 13 en Afrique Sub-saharienne, ce qui est plus élevé que le déficit moyen mondial de 6,7.

4.4. L'ESPRIT D'ENTREPRISE ET LE LEADERSHIP DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

L'Afrique, et plus particulièrement l'Ouganda et le Botswana, s'enorgueillit d'avoir le plus grand nombre de femmes entrepreneurs par habitant au monde. Cependant, il est important de reconnaître que les taux élevés d'entrepreneuriat féminin dans ces pays sont principalement dus à la nécessité plutôt qu'à l'opportunité. En Ouganda, les possibilités d'emploi formel limitées et le désir d'indépendance financière ont contraint les femmes à se lancer dans les affaires par nécessité. À l'inverse, le Botswana présente un scénario différent : la participation importante des femmes au marché du travail et leur présence croissante à des postes professionnels de haut niveau reflètent leur détermination à surmonter les défis économiques. Bien que les programmes gouvernementaux conçus pour soutenir les femmes entrepreneurs aient fourni de petits prêts pour lancer des idées commerciales, l'accès limité aux ressources financières et à la propriété d'actifs continue d'entraver leurs progrès.

Les données de la Banque mondiale portant sur dix pays africains révèlent une importante disparité entre les sexes : les entreprises détenues par des hommes possèdent en moyenne six fois plus de capital que celles détenues par des femmes. Par conséquent, les femmes entrepreneurs enregistrent un bénéfice mensuel inférieur de 38 % à celui de leurs homologues masculins.

Des études montrent que les entreprises où les femmes sont plus nombreuses à occuper des postes de direction ont tendance à obtenir de meilleurs résultats (8).

En outre, les femmes possèdent souvent des qualités de leadership uniques telles que l'empathie, l'inclusivité et de solides compétences en matière de communication. Ces qualités peuvent contribuer à une gestion d'équipe efficace, au développement des employés et à l'établissement de relations avec les clients. En outre, cela peut inspirer et encourager davantage de femmes à occuper des postes de direction. Les cadres juridiques et réglementaires entravent encore davantage les femmes entrepreneurs, limitant leur capacité à tirer parti des avantages de l'économie numérique. Le projet "Women Business and the Law" identifie huit indicateurs qui explorent les interactions des femmes avec la loi tout au long de leur vie et de leur carrière (21). Malheureusement, près de 2,4 milliards de femmes dans le monde n'ont toujours pas les mêmes droits juridiques que les hommes, avec des disparités notables observées dans des régions telles que l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne.

Néanmoins, l'Afrique subsaharienne a connu des exemples positifs de réformes. Des efforts pour promouvoir l'inclusion financière des femmes ont été entrepris au Bénin et en Côte d'Ivoire en interdisant la discrimination fondée sur le sexe dans les services financiers et l'accès au crédit. Le Sénégal a également éradiqué les barrières pour les femmes travaillant dans l'industrie et a progressé en interdisant le licenciement des femmes enceintes. En outre, la République du Congo et la Côte d'Ivoire ont pris des mesures importantes pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, en adoptant des lois qui

combattent diverses formes de violence domestique. Malgré cela, des défis persistent dans certains domaines, tels que les congés familiaux rémunérés et les normes sociétales.

D'autre part, l'exclusion numérique présente des risques pour les femmes car elles peuvent être laissées pour compte dans la révolution numérique en cours (22). La demande de compétences numériques devrait augmenter, les estimations suggérant que 90 % des emplois futurs nécessiteront une telle expertise. En effet, pour accélérer la croissance économique postpandémique, il est essentiel de doter davantage de femmes entrepreneurs d'outils numériques et de compétences en matière de numérisation. En tirant parti du commerce électronique, en particulier,

4.5. AMÉLIORER LES POLITIQUES POUR UNE ÉCONOMIE NUMÉRIQUE PLUS ÉGALITAIRE

Dans la poursuite d'une économie numérique plus égalitaire en Afrique, il est essentiel de combler les lacunes existantes en matière de données, de promouvoir l'égalité des sexes dans les institutions et de développer des politiques publiques stratégiques. Les experts dans ce domaine soulignent la nécessité d'une désagrégation complète des données, d'une approche globale du multilatéralisme et de l'autonomisation des femmes dans diverses dimensions.

Si la sensibilisation est importante, le pouvoir de la législation est essentiel pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. La mise en œuvre d'obligations imposées aux entreprises ou au secteur public pour garantir l'équilibre entre les sexes au sein de la main-d'œuvre suscite de fréquents débats, avec des arguments pour et contre la discrimination positive, comme

elles peuvent bénéficier de nombreux avantages tels que des barrières à l'entrée moins élevées, une plus grande portée du marché et la flexibilité des horaires et du lieu de travail. Selon la Société Financière Internationale (IFC), il existe une opportunité significative d'injecter plus de 300 milliards de dollars dans les marchés du commerce électronique en Afrique et en Asie du Sud-Est entre 2025 et 2030 (23).

Cependant, pour donner aux femmes les moyens d'agir dans l'économie numérique, il faut surmonter les obstacles liés aux sociétés patriarcales, réduire la charge domestique et les responsabilités de soins. Une économie numérique inclusive autonomisant les femmes est essentielle, tant pour la justice que pour le développement durable.

l'a souligné le professeur Charles Mensa, président de l'Institut des affaires économiques du Ghana (IEA).

En ce sens, les groupes de réflexion ou think tanks et l'analyse des données pourraient jouer un rôle important. Ainhoa Marín Egoscózábal, chercheuse principale sur l'Afrique subsaharienne au Real Instituto Elcano, souligne l'importance des groupes de réflexion pour faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle souligne le rôle critique des données comme base pour identifier et traiter les disparités entre les sexes. En l'absence de données et de statistiques complètes, il est difficile d'évaluer avec précision l'ampleur du problème.

"Les femmes ont le droit d'être des travailleuses médiocres. Il ne s'agit pas seulement des femmes les plus capables de diriger, mais de personnes ordinaires qui peuvent atteindre des postes de premier plan..

Ainhoa Marín Egoscózábal, chercheuse principale sur l'Afrique subsaharienne au Real Instituto Elcano

Les groupes de réflexion peuvent jouer un rôle dans l'exercice d'une influence politique et dans la conduite de changements politiques. Si les idées et les perceptions ont leur importance, les données fournissent des arguments plus solides et plus convaincants pour les changements qui doivent être mis en œuvre. La capacité de collecter et d'analyser des données est fondamentale pour informer les décideurs politiques des étapes nécessaires à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'économie numérique.

Nasara Cabrera Abu, directrice générale des affaires économiques avec l'Afrique au gouvernement des îles Canaries, souligne le manque persistant de données ventilées par sexe, ce qui empêche de mesurer l'efficacité des actions visant à lutter contre les inégalités. Elle soutient que les institutions devraient s'engager à promouvoir l'égalité effective des sexes et à planifier stratégiquement les politiques publiques dans une perspective de genre qui imprègne toutes les actions. Il ne suffit pas d'atteindre la parité hommes-femmes en matière de participation ; il est essentiel d'entreprendre des actions axées sur l'égalité des sexes. La définition globale de l'inégalité donnée par le sociologue suédois Oran Tebor dans son livre "L'inégalité tue" englobe l'inégalité vitale (la disparité dans la capacité à mener une vie épanouie), l'inégalité existentielle (la capacité de développement personnel et d'autonomie) et l'inégalité matérielle (qui tourne autour de la possession ou du manque de ressources).

S'appuyant sur les travaux de la sociologue Nancy Fraser, Nasara Cabrera plaide pour une contribution au concept de "justice sociale". Elle affirme que les femmes sont confrontées à des inégalités dans trois domaines :

la reconnaissance, la redistribution et la représentation ou la participation.

La reconnaissance concerne la manière dont les femmes sont perçues et reconnues comme égales, tandis que la redistribution se concentre sur leurs conditions de vie matérielles. La représentation ou la participation met l'accent sur la capacité des femmes à accéder à des postes de pouvoir et à défendre leurs droits. Ces dimensions de l'inégalité et les deux concepts de l'égalité sont liés.

"Les institutions doivent montrer l'exemple, la perspective de genre doit imprégner toutes les actions, non seulement la participation égale mais aussi les actions sensibles au genre, ce qui n'est pas la même chose".

Nasara Cabrera Abu, Directrice Générale des Affaires Économiques avec l'Afrique au Gouvernement des îles Canaries

Keiso Mathashanna, chef de la section Égalité des sexes et autonomisation à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), évoque le potentiel d'amélioration de l'égalité dans le domaine numérique grâce au multilatéralisme. Elle souligne l'importance de décortiquer le concept de multilatéralisme et de comprendre ses implications pour le développement social et économique en Afrique.

La coopération multilatérale est essentielle pour promouvoir l'égalité dans la sphère numérique. Cette approche implique une collaboration entre les parties prenantes à tous les niveaux pour atteindre quatre résultats clés :

1. Amélioration de l'accès à l'éducation et à l'emploi, en remettant en cause les stéréotypes traditionnels liés au genre.

2. Tirer parti de la numérisation et de la technologie pour **améliorer l'accès aux services de santé** et promouvoir le bien-être général.

3. **Renforcer l'autonomie des femmes et amplifier leur voix collective dans la gouvernance.**

4. **Combattre la violence fondée sur le sexe** sous toutes ses formes, telles que les abus physiques, émotionnels et technologiques.

Outre ces résultats, il est nécessaire de soutenir l'esprit d'entreprise et d'utiliser des cadres tels que la **zone de libre-échange africaine et les protocoles pour les femmes et les jeunes** (24). Les efforts visant à briser le plafond de verre et à faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes nécessitent une approche globale, comprenant des programmes de mentorat, des systèmes de suivi et d'évaluation, et l'utilisation de données pour une prise de décision fondée sur des données probantes. En adoptant une responsabilité collective et en favorisant un environnement inclusif, les sociétés peuvent exploiter l'expertise et le potentiel des femmes, créant ainsi un avenir plus équitable et plus prospère.

Les politiques de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les domaines des STEM devraient donner la priorité à la création d'un environnement inclusif et favorable aux carrières scientifiques, à la garantie de l'équilibre entre les hommes et les femmes dans les processus et organes décisionnels et à l'intégration de la dimension de genre dans le contenu de la recherche et de l'innovation.

En favorisant l'égalité et la diversité dans les STEM, nous pouvons libérer tout le potentiel des chercheuses, des enseignantes, des administratrices et des innovatrices. Pour y parvenir, il est essentiel d'établir un cadre juridique et politique qui encourage l'élimination des obstacles au recrutement, à la rétention et à la progression de carrière des femmes dans les STEM, tout en s'attaquant aux pratiques discriminatoires et en corrigeant les déséquilibres entre les hommes et les femmes dans les processus décisionnels.

"L'analyse politique est très importante, car les questions qui étaient essentielles il y a 20 ans le sont toujours, mais de nouvelles questions émergent et requièrent une attention particulière.

Keiso Mathashanna, Chef de la section Égalité des sexes et autonomisation à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA)



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. L'accès limité aux technologies numériques constituent des défis importants pour la pleine participation de l'Afrique à l'économie numérique. Il est essentiel d'améliorer l'infrastructure de connectivité, de promouvoir les programmes de formation numérique et de faciliter l'accès aux services financiers numériques.

2. Des facteurs tels que l'accessibilité financière, l'alphabétisation, la pertinence et les normes sociales contribuent à cette fracture, empêchant les femmes de s'engager pleinement dans la société numérique. Des efforts et des politiques ciblés sont nécessaires pour lever ces obstacles.

3. L'autonomisation des femmes dans l'économie numérique conduit à des solutions plus créatives et à des innovations qui répondent aux besoins des femmes. L'exclusion des femmes du monde numérique a un coût élevé pour le produit intérieur brut des pays.

4. La numérisation offre de nombreux avantages pour réduire l'écart entre les hommes et les femmes, notamment un meilleur accès à l'information, aux possibilités d'emploi, à l'éducation, aux plateformes de plaidoyer, à l'inclusion financière, à l'esprit d'entreprise, à la mise en réseau, au mentorat et à la participation à la vie politique et à la vie de la communauté. Développer les compétences numériques des femmes et leur fournir des ressources et des opportunités peut les rendre plus autonomes, remettre en question les rôles traditionnels des hommes et des femmes et accroître leur confiance en elles et leur indépendance.

5. L'augmentation de la participation des filles et des femmes dans les domaines des STEM en Afrique est cruciale pour positionner l'Afrique en tant que futur centre technologique.

Des programmes adaptés aux réalités spécifiques de chaque pays et région devraient être conçus en mettant l'accent sur l'éducation qui comprend l'intégration de la dimension de genre, l'intérêt précoce et la sensibilisation aux STEM, le développement de compétences en lecture, écriture et calcul, le développement de compétences interpersonnelles, le mentorat et le dépassement des barrières socioculturelles.

6. Les femmes entrepreneurs ont un accès limité aux ressources financières et aux actifs, ce qui se traduit par des bénéfices inférieurs à ceux des hommes entrepreneurs. Toutefois, les entreprises où les femmes sont plus nombreuses à occuper des postes de direction tendent à obtenir de meilleurs résultats, ce qui souligne l'importance et les qualités uniques de leadership des femmes.

7. Pour parvenir à une économie numérique plus égalitaire en Afrique, il convient de combler les lacunes en matière de données, de promouvoir l'égalité des sexes dans les institutions et d'élaborer des politiques publiques stratégiques. Les groupes de réflexion et l'analyse des données peuvent jouer un rôle important dans la promotion de l'égalité des sexes en fournissant des preuves convaincantes étayées par des données.

8. La coopération multilatérale est essentielle pour renforcer l'accès à l'éducation et à l'emploi, améliorer les résultats en matière de santé, donner aux femmes les moyens de participer à la gouvernance, lutter contre la violence fondée sur le sexe et soutenir l'esprit d'entreprise. Les politiques de promotion de l'égalité des sexes dans les domaines des STEM devraient donner la priorité à la création d'un environnement inclusif et favorable aux carrières scientifiques.

06

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- (1) "e-Conomy Africa 2020 - Africa's \$180 Billion Internet Economy Future." Web. May 29, 2023 <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Publications_EXT_Content/IFC_External_Publication_Site/Publication_s_Listing_Page/google-e-conomy>.
 - (2) World Bank Group. World development report 2016: Digital dividends. World Bank Publications, 2016.
 - (3) Bakibinga-Gaswaga, Elizabeth, et al. "Digital technologies in the COVID-19 responses in sub-Saharan Africa: Policies, problems and promises." *The Pan African Medical Journal* 35.Suppl 2 (2020).
 - (4) "Digital Economy for Africa Initiative." World Bank. Web. May 29, 2023 <<https://www.worldbank.org/en/programs/all-africa-digital-transformation>>.
 - (5) Duarte, Cristina. "Africa Goes Digital." *Finance & Development* 58.001 (2021) Web. May 29, 2023.
 - (6) "The Opportunities and Challenges for the African Digital Economy." U.S. Chamber of Commerce. Web. May 29, 2023 <<https://www.uschamber.com/on-demand/technology/how-government-and-business-leaders-can-grow-africas-digital-economy>>.
 - (7) World Economic Forum. Global Gender Gap Report 2022. 91-93 route de la Capite CH-1223 Cologny/Geneva Switzerland; 2022. Print.
 - (8) The Power of Parity: Advancing Women's Equality in Africa., Nov, 24. Web. May 29, 2023.
 - (9) Global Entrepreneurship Monitor Releases New Research Highlighting Women's Entrepreneurship Trends Across the Globe. London Business School, Regents Park, London NW1 4SA, UK: Global Entrepreneurship Research Association, 2022. Web. May 29, 2023.
 - (10) "How digital tech helps get Botswana's female entrepreneurs back in business." World Economic Forum. Web. May 29, 2023 <<https://www.weforum.org/agenda/2021/11/digital-entrepreneurship-africa-botswana-women-gender-equality/>>.
 - (11) Government of Canada, Innovation. "Women Entrepreneurship Strategy." -05-03 2023. Web. May 29, 2023 <<https://ised-isde.canada.ca/site/women-entrepreneurship-strategy/en/women-entrepreneurship-strategy>>.
 - (12) "ADB launches the Coding for Employment Program | E-Agriculture." Food and Agriculture Organization of the United Nations. Jun 08, 2018. Web. May 29, 2023 <<https://www.fao.org/e-agriculture/news/adb-launches-coding-employment-program>>.
 - (13) "Girls Who Code." Girls Who Code. Web. May 29, 2023 <<https://girlswhocode.com/>>.
 - (14) "How to unlock women's potential in the digital economy." World Economic Forum. Web. May 29, 2023 <<https://www.weforum.org/agenda/2023/03/how-to-unlock-womens-potential-in-the-digital-economy/>>.
 - (15) "Fundación Mujeres por África." Mujeres por África. Web. May 29, 2023 <<https://mujeresporafrica.es/en/>>.
 - (16) "Progress on the Sustainable Development Goals: The gender snapshot 2022." UN Women – Headquarters. Web. May 29, 2023 <<https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2022/09/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2022>>.
 - (17) Antonio, Amy, and David Tuffley. "The gender digital divide in developing countries." *Future Internet* 6.4 (2014): 673-687.
 - (18) West, Mark, Rebecca Kraut, and Han Ei Chew. "I'd blush if I could: closing gender divides in digital skills through education." (2019).
 - (19) Sáinz, Milagros, Lidia Arroyo, and Cecilia Castaño. "Mujeres Y Digitalización. De Las Brechas a Los Algoritmos." *Catálogo de Publicaciones de la Administración General del Estado* (2020) Web. May 29, 2023.
 - (20) Ndinechi, Michael C., and Kennedy C. Okafor. "STEM Education: A tool for sustainable national capacity building in a digital economy." 1st International Conference of Federal University of Technology Owerri—The Centre for Continuing Education (FUTO-CCE). 2016.
 - (21) World Bank. Women, Business and the Law 2023. Washington, DC: Web. May 29, 2023.
 - (22) Hunt, Vivian, Dennis Layton, and Sara Prince. "Diversity matters." McKinsey & Company 1.1 (2015): 15-29.
 - (23) "How to unlock women's potential in the digital economy." World Economic Forum. Web. May 27, 2023 <<https://www.weforum.org/agenda/2023/03/how-to-unlock-womens-potential-in-the-digital-economy/>>.
 - (24) Limited, Daniel Inaju-Challydoff. National Experts Meet to Discuss the AfCFTA Protocol on Women and Youth | Economic Community of West African States (ECOWAS)., 2023. Web. May 30, 2023.
-



CASA ÁFRICA



LE RÔLE DE L'ÉCONOMIE BLEUE POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO- ÉCONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE

Mars 2023

2ème Rencontre des Femmes
Entrepreneurs de la CEDEAO



SOMMAIRE

01 IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE BLEUE POUR L'AFRIQUE

02 LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE BLEUE ET COMMENT LES FEMMES PEUVENT CONTRIBUER À LES RELEVER

03 BONNES PRATIQUES

04 DOMAINES D'AMÉLIORATION

4.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

4.2 L'INCORPORATION DES FEMMES DANS LES ENTREPRISES DU SECTEUR

4.3 L'ESPRIT D'ENTREPRISE FÉMININ DANS L'ÉCONOMIE BLEUE

4.4 AMÉLIORER LES POLITIQUES POUR UNE ÉCONOMIE BLEUE PLUS ÉGALITAIRE

Politiques visant à réduire l'écart entre les hommes et les femmes

Le rôle des partenariats public-privé

Lutte contre la violence sexiste

Aborder les barrières culturelles et sociales - Modèles et exemples de réussite

05 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

06 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

01

IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE BLEUE POUR L'AFRIQUE

La Banque mondiale a défini l'économie bleue comme "comprenant une variété d'activités allant de la pêche et de l'aquaculture aux services écosystémiques tels que la séquestration du carbone, la protection des côtes et la biodiversité" (1). Alors que le monde se tourne de plus en plus vers le développement durable et la préservation de l'environnement, le concept de l'économie bleue a pris de l'ampleur en tant que moyen d'exploiter le potentiel de nos océans et de nos ressources en eau.

L'économie bleue est devenue un concept essentiel en Afrique, en tant que moyen de parvenir à un développement durable. Sur le continent, l'économie bleue offre d'immenses possibilités de croissance économique et de création d'emplois. La Banque africaine de développement estime que l'économie bleue de l'Afrique vaut 1 000 milliards de dollars par an et qu'elle a le potentiel de créer des millions d'emplois pour la jeunesse africaine, en particulier dans les secteurs de la pêche, de l'aquaculture et du secteur maritime. Ces industries ont le potentiel non seulement de réduire la pauvreté et d'améliorer les exportations, mais aussi d'autonomiser les femmes en leur offrant des opportunités d'emploi et de leadership, comme l'a déclaré Fatou Cissé, présidente de BPW Sénégal, un réseau de femmes d'affaires et de femmes professionnelles qui compte des affiliées dans plus de 100 pays.

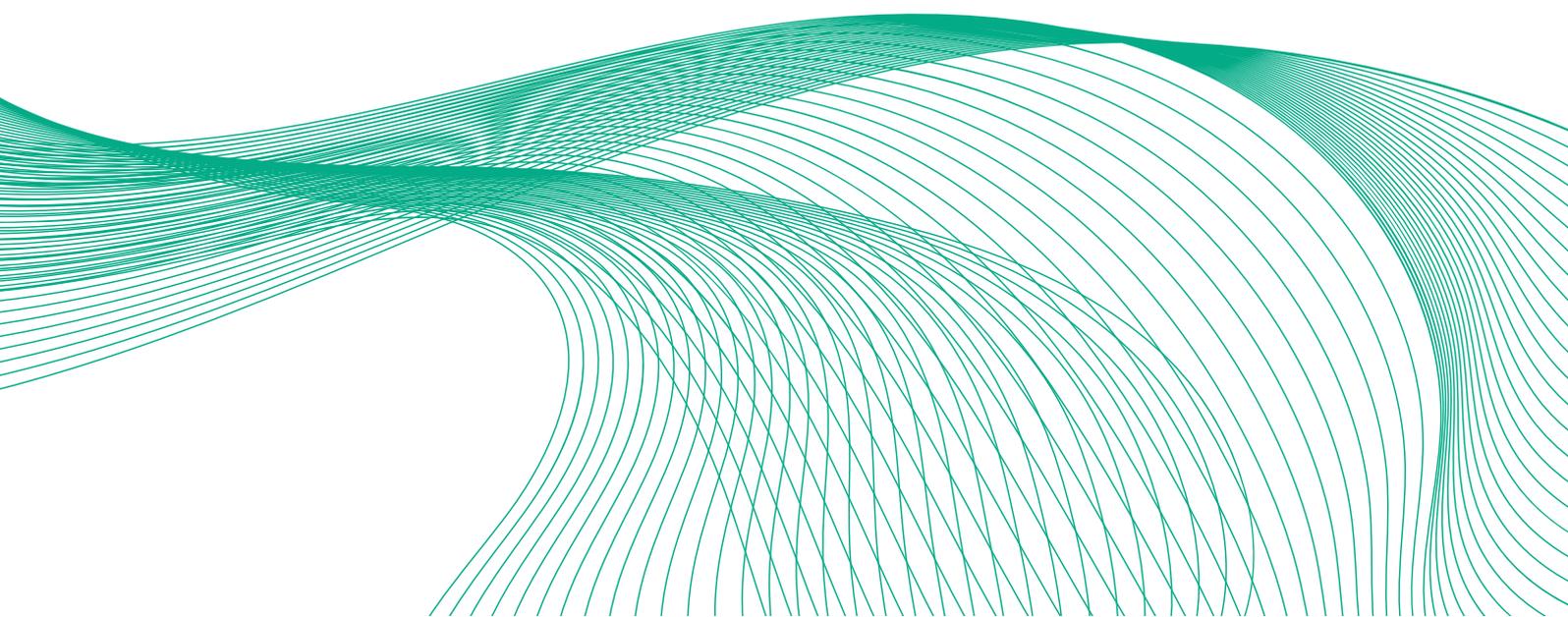
En outre, les objectifs de développement durable fournissent un cadre pour la réalisation de ces objectifs et la mise en place d'une économie bleue plus équitable et plus durable (2). L'économie bleue est alignée et directement liée aux objectifs de développement durable des Nations unies, en particulier l'objectif 14, qui promeut "l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable" (3). Ces objectifs sont également conformes à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui vise à promouvoir le développement durable sur l'ensemble du continent.



Cependant, comme l'a mentionné le Dr Charles Mensa, président de l'Institut des affaires économiques du Ghana, la diversité des genres est un aspect crucial du développement de l'économie bleue en Afrique. La participation des femmes à l'économie bleue est essentielle pour parvenir à un développement durable et réduire la pauvreté. Malheureusement, les femmes sont souvent exclues des processus décisionnels et se heurtent à des obstacles culturels et institutionnels qui les empêchent d'y participer. Selon les Nations Unies, les femmes ne représentent que 2 % de la main-d'œuvre totale du secteur maritime dans le monde.



Alors que nous œuvrons pour un monde plus durable, il est important de reconnaître et de soutenir le rôle des femmes dans la réalisation de ces objectifs. L'économie bleue en Afrique de l'Ouest offre une occasion unique de promouvoir le leadership et l'autonomisation des femmes tout en stimulant la croissance économique et la conservation de l'environnement. Cependant, l'inégalité et l'exclusion entre les sexes restent un défi important, en particulier dans les secteurs dominés par les hommes tels que la pêche et l'aquaculture (4). La résolution de ces défis nécessite une série d'interventions, notamment le renforcement des capacités et la formation, des politiques qui encouragent l'entrepreneuriat féminin et la participation des femmes dans les entreprises, ainsi que des politiques qui promeuvent l'égalité entre les hommes et les femmes. En réduisant l'écart entre les hommes et les femmes, nous pouvons construire un avenir économique plus inclusif et plus durable pour l'Afrique. Comblant l'écart entre les hommes et les femmes n'est donc pas seulement une "question de femmes", mais une question de prospérité et de stabilité accrues dans tous les domaines socio-économiques, y compris l'espace maritime (5).



02

LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE BLEUE ET COMMENT LES FEMMES PEUVENT CONTRIBUER À LES RELEVER

Les contributions des femmes à l'économie bleue sont importantes, mais souvent invisibles et méconnues. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la pêche, où l'on estime que près de la moitié de la main-d'œuvre est féminine, ainsi que dans d'autres secteurs tels que le tourisme, l'aquaculture, le pétrole et le gaz, et le carbone bleu. La discrimination, les obstacles juridiques et le harcèlement sur le lieu de travail limitent leur capacité à participer de manière significative aux industries maritimes et conduisent à leur marginalisation. Les contributions des femmes ne sont souvent pas reconnues, ce qui se reflète dans la faible priorité accordée aux politiques qui s'attaquent aux inégalités entre les sexes. Cependant, les inégalités existantes conduisent à la marginalisation des femmes et à leur manque d'inclusion dans ces secteurs. Les contributions des femmes sont souvent non rémunérées ou sous-payées, et elles sont souvent responsables d'activités de soutien à forte intensité de main-d'œuvre mais moins bien rémunérées, telles que la transformation du poisson.

Les inégalités entre les sexes sont exacerbées par la croissance bleue lorsqu'elles sont ignorées, ce qui conduit à une plus grande marginalisation des femmes dans l'économie océanique (6).

Les femmes ont peu d'occasions d'améliorer l'égalité des sexes, car de nombreux programmes sont destinés à un homme supposé être le soutien de famille, et les emplois nouveaux et mieux rémunérés sont souvent réservés aux hommes. Les femmes ont un accès limité au capital, à l'éducation et aux compétences, ce qui les empêche de saisir de nouvelles opportunités. La discrimination salariale fondée sur le sexe est omniprésente, les femmes recevant des salaires et des avantages inférieurs à ceux des hommes.

L'exclusion des femmes des processus de prise de décision et de planification leur fait courir le risque de perdre l'accès aux ressources dont elles dépendent, qui sont fortement genrées et façonnées par l'accès au capital, aux biens, aux connaissances et aux relations tout au long de la vie. Les femmes dépendent des zones côtières pour récolter des coquillages afin d'assurer leur revenu et leur subsistance ou dépendent des pêcheurs qui leur fournissent du poisson pour la transformation. Cependant, elles ont été marginalisées en Afrique de l'Ouest à la suite de politiques de carbone bleu qui ont ignoré le rôle des mangroves dans leurs moyens de subsistance. De même, l'expansion de l'exploitation pétrolière au Nigeria a réduit l'accès des femmes à des terres agricoles et à des zones de pêche non polluées, ce qui accentue la marginalisation.



Outre ces défis, les États membres de l'Union africaine (UA) sont confrontés à d'autres difficultés spécifiques, notamment (7):

- L'insuffisance des informations et des données sur le développement de l'économie bleue.
- Le manque de bonnes pratiques et d'exemples de réussite.
- Des activités non durables.
- L'absence de politiques et de cadres réglementaires.
- L'incapacité à reconnaître les opportunités économiques négligées.
- Des conseils et une orientation limités, ce qui entraîne des conflits d'intérêts.
- L'accessibilité limitée de l'économie bleue.
- L'absence d'un cadre stratégique.
- De la sécurité et de la criminalité, ce qui entraîne une escalade des coûts.
- La marginalisation et le déplacement des communautés côtières.
- Le manque d'interventions en matière d'éducation publique.

Les femmes peuvent jouer un rôle crucial pour relever les défis de l'économie bleue, comme nous le verrons dans ce document.

03

BONNES PRATIQUES

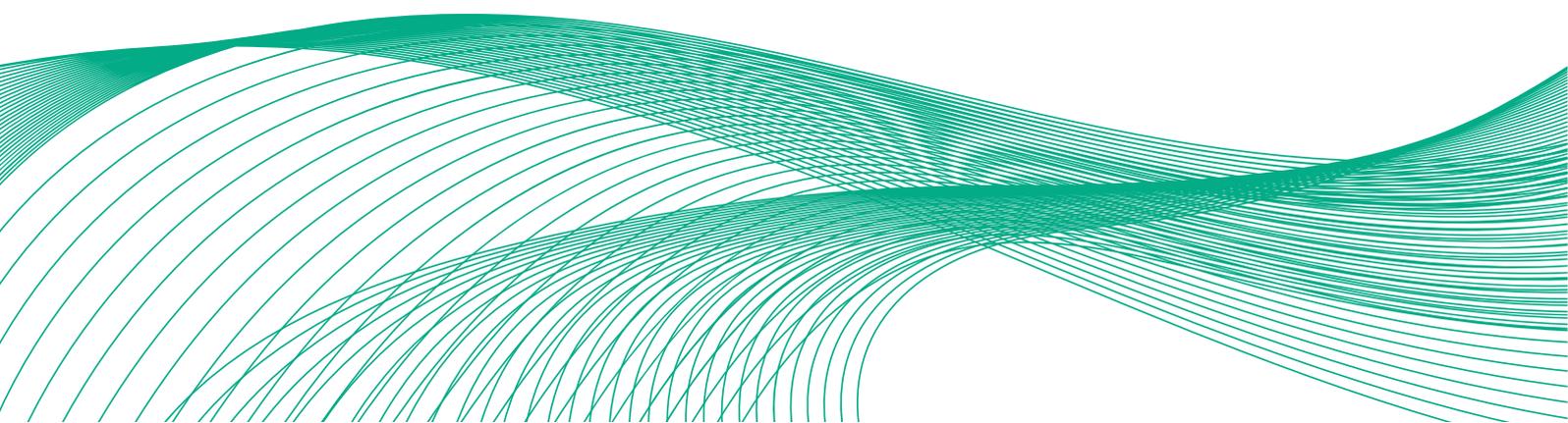
Comblent l'écart entre les hommes et les femmes nécessiterait des efforts politiques accrus et garantir une plus grande diversité des genres dans les industries traditionnellement dominées par les hommes, telles que le secteur maritime. Cependant, il s'est avéré un moyen efficace d'accélérer les progrès et l'efficacité (8). Les efforts internationaux ont montré qu'une intégration plus systématique et plus efficace des femmes dans les économies côtières, tout en s'attaquant aux disparités, a permis de réduire les écarts entre les hommes et les femmes (9). Ces efforts ont également permis d'augmenter les revenus des femmes, d'améliorer les activités locales de subsistance et d'avoir un impact positif sur la conservation de la vie marine. Il est donc essentiel de combler les écarts entre les hommes et les femmes pour le développement des femmes, de leurs familles, de leurs communautés et de l'économie, ainsi que pour le progrès et la durabilité de l'économie bleue.

Des initiatives prises dans d'autres pays ont montré que la promotion de l'inclusion des femmes dans l'économie bleue peut entraîner des changements positifs. La Norvège, par exemple, a lancé un programme intitulé "Equal Opportunities in the Blue Economy", qui vise à promouvoir l'inclusion des femmes dans l'économie bleue et à réduire l'écart entre les hommes et les femmes dans le secteur (10). Le gouvernement australien a lancé un programme intitulé "Women in Seafood Australasia" afin de promouvoir l'inclusion des femmes dans l'industrie de la pêche et de l'aquaculture. Ce programme fournit également des fonds pour soutenir la participation des femmes aux programmes de leadership et de développement professionnel (11).

L'Espagne a également joué un rôle actif dans la promotion de l'égalité des sexes dans l'économie bleue par le biais de programmes tels que le Fonds espagnol du NEPAD pour l'autonomisation des femmes africaines. Ce fonds, créé en 2010, soutient des projets qui promeuvent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique, y compris dans le secteur de la pêche. Cependant, nous manquons de données spécifiques sur l'efficacité de ce programme. Bien que l'Espagne ait mis l'accent sur une politique étrangère féministe, il s'agit d'un développement relativement récent et il est trop tôt pour évaluer son impact sur la promotion de l'égalité des sexes dans l'économie bleue (12).

Au Ghana, un programme de formation technique personnalisé pour les femmes dans le secteur de la pêche a été élaboré pour combler les lacunes identifiées lors d'un diagnostic du portefeuille d'intégration de la dimension de genre. Le "programme d'initiative pour le leadership des femmes" a adopté une approche de formation en cascade, en commençant par une "formation pour les formateurs" et en déployant ensuite la formation pour les femmes. L'exercice de formation pilote visait à intégrer les leçons, tandis que la deuxième série d'activités offrait une formation aux formateurs pour stimuler les résultats à long terme (13).

Une approche efficace pour atteindre ces objectifs a été la mise en place de réseaux et d'associations spécifiquement destinés aux femmes dans l'industrie. Ces réseaux offrent une plateforme permettant aux femmes de se connecter, de partager leurs connaissances et leurs expériences, et de plaider en faveur du changement. Par exemple, la Fondation du port de Las Palmas et le Réseau des femmes professionnelles des affaires maritimes et portuaires d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REFMAP) ont établi un partenariat fructueux pour promouvoir l'égalité des sexes dans les secteurs maritime et portuaire. Le partenariat comprend des programmes de formation, du mentorat et des événements de mise en réseau pour les femmes professionnelles du secteur. L'une des initiatives du partenariat est le "Programme de leadership des femmes", qui vise à promouvoir les compétences de leadership des femmes du secteur. Le programme offre une formation et un mentorat aux femmes, les aidant à développer les compétences et la confiance dont elles ont besoin pour réussir dans des rôles de leadership.



04

DOMAINES D'AMÉLIORATION

Dans cet article, la position des femmes africaines dans l'économie bleue est abordée sous plusieurs angles, mais quatre aspects se sont révélés clés : le renforcement des capacités et la formation, l'entrepreneuriat féminin et la participation dans les entreprises, ainsi que les politiques qui favorisent l'égalité.

4.1.



**FORMATION ET
RENFORCEMENT DES
CAPACITÉS**

4.2.



**L'INCORPORATION
DES FEMMES DANS
LES ENTREPRISES
DU SECTEUR**

4.3.



**L'ESPRIT
D'ENTREPRISE
FÉMININ DANS
L'ÉCONOMIE BLEUE**

4.4.



**AMÉLIORER LES
POLITIQUES POUR
UNE ÉCONOMIE
BLEUE PLUS
ÉGALITAIRE**

4.1. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La formation et le renforcement des capacités peuvent aider les femmes à acquérir les compétences et la confiance dont elles ont besoin pour progresser dans leur carrière et assumer des rôles de direction. Dans les îles Canaries, le Cluster Maritime a observé que les vocations bleues sont générées dès le plus jeune âge. Des programmes sur le secteur maritime destinés à l'éducation sont donc nécessaires afin de mettre en évidence les possibilités de carrière dans le secteur maritime et de vaincre la "cécité à l'égard de la mer".

La formation professionnelle a démontré des taux d'employabilité élevés. D'ailleurs, la formation axée sur les compétences, le renforcement des capacités, le suivi et l'évaluation des rôles et des responsabilités des dirigeants, la prise de décision et l'efficacité des femmes dirigeantes sont autant d'éléments qui peuvent être mis en place. Dans le secteur informel, des programmes d'alphabétisation fonctionnelle sur l'hygiène, la qualité, l'étiquetage et la traçabilité, ainsi que des méthodes et techniques de formation des femmes dans des environnements analphabètes seraient d'une grande utilité.

Les femmes doivent également accéder à l'enseignement supérieur et être formées dans les universités et afin de développer les compétences techniques nécessaires. Il est également important que les femmes aient une expérience internationale, ce qui les prépare à un secteur aussi globalisé que le secteur maritime. En outre, les possibilités de réseautage et de mentorat sont cruciales pour l'avancement de leur carrière et leur réussite.

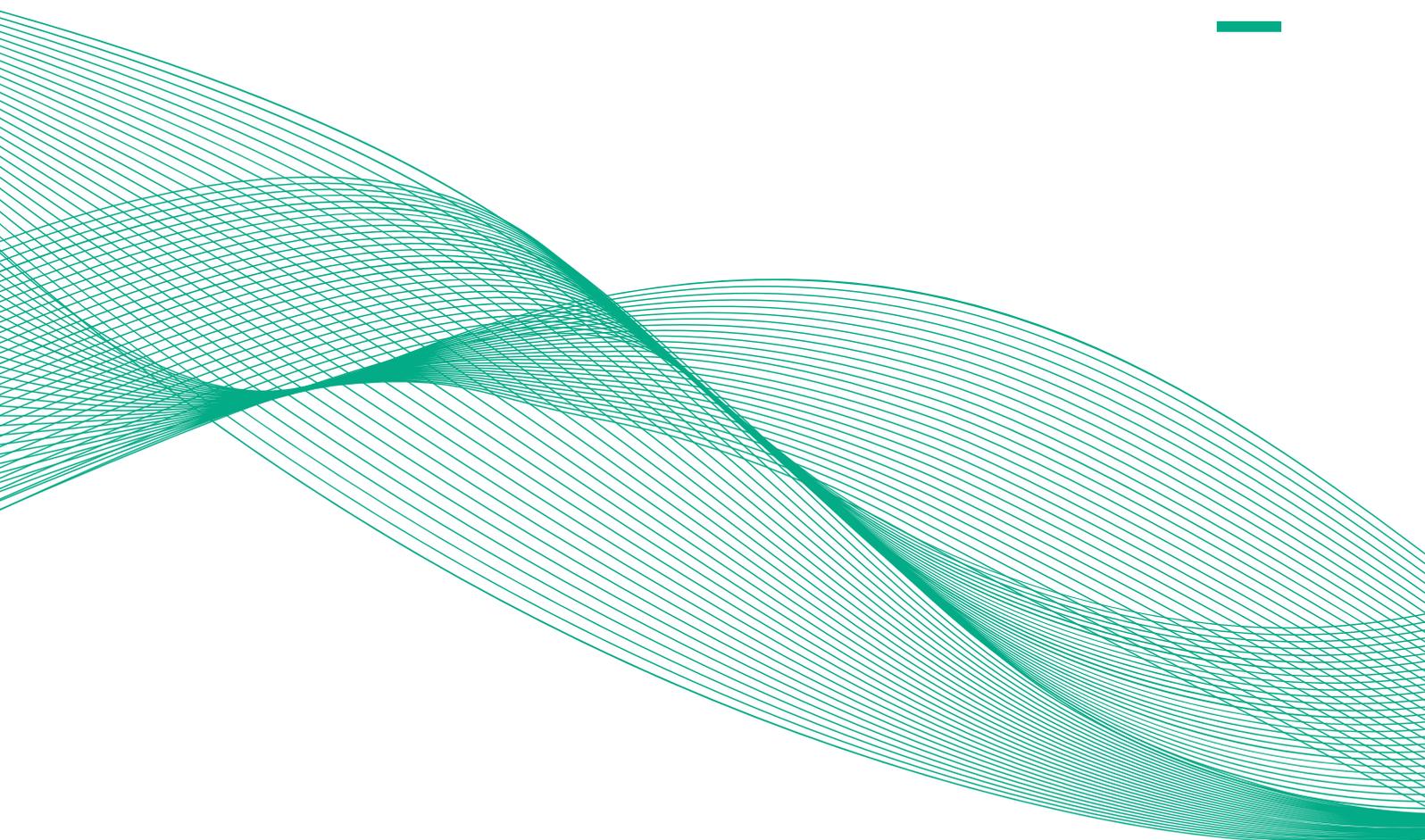


Pour concevoir des programmes de formation efficaces, il est essentiel d'impliquer les femmes dans le processus et d'utiliser l'approche andragogique. En outre, le développement d'outils de financement qui facilitent le développement économique et offrent des services tels que le crédit peut encourager les femmes à aller au-delà des activités de subsistance. Au Sénégal, la stratégie de renforcement des capacités et du pouvoir social et économique des femmes dans le secteur de la pêche a permis de remédier à la marginalisation des femmes dans ce secteur. D'autres programmes réussis incluent USAID/COMFISH, qui ont fourni des approches durables adaptées aux besoins des femmes dans la transformation du poisson. Ces programmes visaient à autonomiser les femmes sur le plan économique et politique, en leur permettant de défendre leurs intérêts et d'accroître leur indépendance économique.

Ainsi, les programmes de renforcement des capacités peuvent combler ce fossé en fournissant aux femmes les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir dans le secteur:

- **FORMATION PROFESSIONNELLE**
- **GESTION FINANCIÈRE**
- **GESTION DES ORGANISATIONS**
- **GESTION DE PROJETS**
- **LEADERSHIP**

Une autre approche consiste à donner de la visibilité et de la pertinence aux femmes leaders de l'économie bleue, qui peuvent présenter leurs réalisations et servir d'exemples de réussite dans des secteurs dominés par les hommes. Cela peut se faire en organisant des événements tels que "Voici notre Port" (14), qui a déjà eu deux éditions. Ces événements permettent aux femmes d'apprendre des autres femmes et de s'inspirer pour poursuivre des carrières dans l'économie bleue.



4.2. L'INCORPORATION DES FEMMES DANS LES ENTREPRISES DU SECTEUR

Les femmes africaines sont confrontées à divers défis pour accéder aux opportunités d'emploi dans l'économie bleue (15). Cela implique un besoin important d'améliorer la participation des femmes, à la fois en termes de nombre et de rôles décisionnels, ce qui, comme dans tant d'autres secteurs, s'est avéré avoir un impact extrêmement positif. Les possibilités de carrière dans le secteur maritime doivent être mises en évidence et portées à l'attention des jeunes filles et des femmes. Il est également nécessaire d'améliorer le profil des femmes dans la recherche maritime et de sensibiliser les femmes travaillant dans le domaine.

L'un des plus grands défis est la rareté des ressources, exacerbée par le changement climatique, qui a accéléré la dégradation des écosystèmes marins et côtiers. Cette dégradation réduit la capacité des écosystèmes à fournir des biens et des services dont dépendent les moyens de subsistance des communautés, en particulier des femmes, ce qui les rend plus vulnérables à la précarité socio-économique. D'autres défis sont à relever, notamment dans le secteur de la pêche :

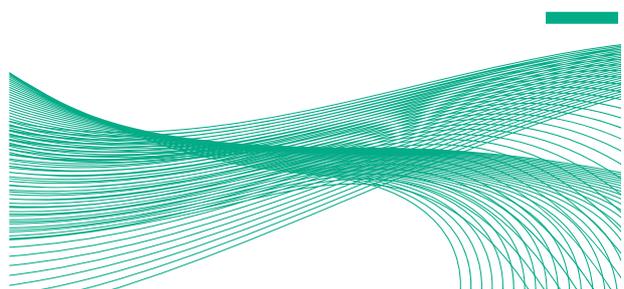
- Difficulté d'accès aux matières premières en raison de la concurrence des négociants d'autres régions.
- Concurrence des usines de farine et d'huile de poisson, et le manque de modernisation du sous-secteur.
- Un manque de formation.
- Mauvaise qualité des données statistiques.
- Faiblesse des systèmes de financement et de soutien.
- Absence de processus de certification et d'étiquetage, qui affecte la commercialisation des produits.

Toutes ces questions rendent leur travail difficile, ardu et risqué. Un autre défi est le manque de femmes aux postes de direction. La promotion des femmes à ces postes est essentielle pour améliorer la représentation des sexes et assurer une solide formation technique. Pour promouvoir efficacement les femmes dans l'économie bleue en Afrique, il est nécessaire d'encourager et de stimuler les entreprises par diverses actions telles que :

1. **Programmes de renforcement des capacités spécialement conçus pour les femmes**, tant dans le secteur formel que dans le secteur informel.
2. **Sensibilisation aux questions maritimes**, en particulier celles liées à la pollution, à la piraterie maritime et à la protection des environnements côtiers et marins, en reconnaissant le rôle des femmes.
3. Mise en place **d'un observatoire pour suivre la progression de la carrière** des femmes dans le secteur.
4. **Forums, séminaires et webinaires organisés par des organisations de femmes et des organisations régionales et internationales** afin de promouvoir l'équité entre les sexes au sein de leur personnel.
5. Créer un **système de registre** pour identifier les femmes dans les secteurs formels et informels.
6. **Incitations fiscales ou des subventions aux entreprises** qui respectent la parité hommes-femmes.

Les associations sectorielles peuvent encourager leurs membres à adopter des politiques de diversité des genres et reconnaître et récompenser les entreprises qui s'engagent à promouvoir l'égalité. Les femmes peuvent jouer un rôle crucial dans l'accélération de la croissance du secteur maritime dans leur pays en servant de groupe de travail et en fournissant une plateforme. Comme l'a déclaré Fatou Cissé, présidente de BPW Sénégal, les femmes sont capables de se soutenir mutuellement et de faire preuve d'audace. "Il n'y a pas de limite à ce qu'elles peuvent accomplir. Elles sont capables et elles sont dignes".

Des études démontrent les avantages de la présence de femmes à des postes de direction dans leurs institutions comme le rapport Women Matter de McKinsey (16), qui a révélé que les entreprises ayant un pourcentage plus élevé de femmes aux postes de direction ont tendance à obtenir de meilleurs résultats financiers. Pour adapter ces leçons à l'économie bleue en Afrique, il est essentiel de mener une campagne de sensibilisation du public mettant en avant le secteur maritime et le rôle des femmes.



4.3. L'ESPRIT D'ENTREPRISE FÉMININ DANS L'ÉCONOMIE BLEUE

La promotion de l'esprit d'entreprise des femmes et la création de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des femmes est une stratégie essentielle pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Il est important de noter que ces activités doivent être accompagnées d'une évaluation appropriée d'en garantir la faisabilité et l'efficacité. En général, les femmes sont confrontées à des défis importants lorsqu'elles créent et gèrent des entreprises dans l'économie bleue en Afrique tels que :

- Un accès limité au financement et au crédit.
- Le manque d'accès à l'éducation et à la formation.
- Les barrières culturelles et sociales.
- Des lois et des politiques discriminatoires.

Les femmes rencontrent souvent des difficultés à accéder au financement (15) et au crédit en raison de pratiques de prêt discriminatoires et de l'absence de garanties. En outre, les femmes peuvent être confrontées à des barrières culturelles et sociales qui les empêchent de participer à certains secteurs tels que la pêche et la sécurité maritime.

Il existe des défis similaires et des efforts pour promouvoir l'entrepreneuriat des femmes dans tous les pays africains. Les programmes de renforcement des capacités en Côte d'Ivoire, parrainés par la FAO, se sont concentrés sur la formation des femmes de l'industrie de la pêche à la gestion, à la comptabilité et à l'entrepreneuriat, ainsi que sur la promotion des associations de femmes afin de créer des réseaux de soutien.

Les programmes couronnés de succès comprennent non seulement des formations commerciales, mais aussi des cours d'alphabétisation et des campagnes de sensibilisation visant à prévenir les activités préjudiciables telles que l'abattage illégal des arbres. Le gouvernement ghanéen a mis en œuvre des politiques visant à promouvoir la participation des femmes en proposant des formations aux femmes entrepreneurs et en investissant dans des infrastructures destinées à soutenir les entreprises dirigées par des femmes. Au Kenya, le gouvernement a mis en œuvre des politiques visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, notamment en donnant accès au financement et au crédit aux femmes entrepreneurs et en promouvant des lois et des politiques tenant compte des spécificités de chaque sexe.

Les programmes de formation tels que l'initiative 10 000 femmes de Goldman Sachs ont prouvé leur efficacité en offrant aux femmes entrepreneurs une formation commerciale, un mentorat et des possibilités de mise en réseau. Ces programmes ont aidé les femmes entrepreneurs à accéder au financement, à améliorer leurs compétences en matière de gestion d'entreprise et à développer leurs activités, ce qui a permis de réduire l'écart entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat. Un autre exemple est celui d'un groupe de femmes de la ville côtière de Saly, au Sénégal, qui ont créé une usine de transformation du poisson avec le soutien d'une ONG locale. Le projet, initialement lancé sous la forme d'un programme de microcrédit, est devenu une entreprise prospère qui emploie plus de 100 femmes et approvisionne en poisson les marchés et les restaurants locaux.

Pour surmonter les obstacles culturels, les gouvernements peuvent également s'efforcer de promouvoir des environnements plus inclusifs et plus diversifiés par le biais de politiques et d'initiatives qui soutiennent les entreprises dirigées par des femmes et encouragent la participation des femmes à des rôles de direction.

Voici quelques stratégies potentielles pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans l'économie bleue :



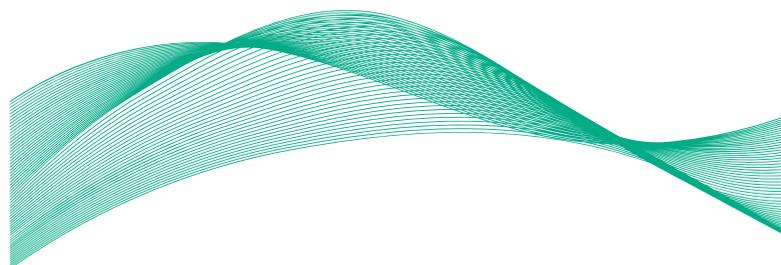
Financements et ressources, tels que des programmes de formation et une assistance technique.



Programmes de formation et de renforcement des capacités peuvent aider les femmes entrepreneurs à acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour lancer et développer leur entreprise. Ces programmes devraient se concentrer sur le développement de compétences.



Possibilités de mise en réseau et de mentorat. Cela pourrait impliquer la création d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises ou l'organisation d'événements de mise en réseau et de conférences.



4.4. AMÉLIORER LES POLITIQUES POUR UNE ÉCONOMIE BLEUE PLUS ÉGALITAIRE

L'économie bleue peut contribuer de manière significative au développement durable et à la création d'emplois décents, en particulier pour les femmes. Cependant, les femmes du secteur sont souvent confrontées à des obstacles qui les empêchent d'accéder à des conditions de travail sûres et décentes, tels que des lois discriminatoires, un manque d'accès à l'éducation et à la formation, et une représentation limitée dans les processus de prise de décision.



POLITIQUES VISANT À RÉDUIRE L'ÉCART ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Diverses politiques visant à réduire l'écart entre les hommes et les femmes ont été mises en œuvre dans le monde entier, notamment des quotas de femmes et des congés parentaux rémunérés. La Norvège exige que 40 % des membres des conseils d'administration des sociétés cotées en bourse soient des femmes. D'autres pays, comme le Rwanda, le Sénégal et le Cap-Vert (17), ont mis en œuvre des politiques similaires. Cependant, certaines femmes, comme Florentine Guilhard-Koidio, présidente de la REFMAP, croient en la promotion des compétences plutôt qu'en celle des quotas et de la discrimination positive. Il est essentiel d'éviter de considérer les femmes comme des cases à cocher de la diversité et d'identifier et de promouvoir les femmes compétentes.

L'efficacité des quotas de femmes dans les postes de direction et en politique fait l'objet d'un débat permanent. Une étude récente menée en Norvège (18) a révélé que l'impact à long terme était incertain. Par ailleurs, un article de Forbes (19) affirme que les quotas sont nécessaires parce que les mesures volontaires et les initiatives des entreprises n'ont pas réussi à combler l'écart entre les sexes dans les postes de direction. La Harvard Business Review (20) suggère que les quotas ne seraient qu'un point de départ.

Pour mettre en œuvre avec succès les politiques visant à réduire l'écart entre les hommes et les femmes, les allocations budgétaires sont cruciales. Le Groupe de la Banque mondiale souligne que les activités sensibles au genre sont mieux mises en œuvre lorsqu'elles disposent de leur propre financement. Des allocations budgétaires adéquates (15) peuvent contribuer à obtenir de meilleurs résultats et à garantir que les politiques visant à réduire l'écart entre les hommes et les femmes sont mises en œuvre avec succès. En outre, il convient de produire des données spécifiques sur les femmes dans l'espace maritime. Ces informations peuvent être obtenues en incluant le secteur maritime dans les enquêtes sur les forces de travail.



LE RÔLE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Les partenariats public-privé peuvent jouer un rôle important dans la promotion de l'égalité des sexes. Ces partenariats peuvent tirer parti des ressources, de l'expertise et des réseaux des secteurs public et privé pour créer des politiques et des pratiques plus inclusives. Par exemple, dans l'Union européenne, la plateforme BlueInvest a été créée pour rassembler les investisseurs publics et privés afin de soutenir les projets durables de l'économie bleue, y compris ceux menés par des femmes entrepreneurs.

Toutefois, des politiques sont nécessaires pour faciliter ces partenariats et veiller à ce qu'ils donnent la priorité à l'égalité entre les femmes et les hommes. L'une de ces politiques est l'inclusion de considérations de genre dans les procédures de passation de marchés. Cela signifie que les partenariats public-privé devraient exiger que des critères d'égalité des sexes soient inclus dans la sélection des prestataires de services et des fournisseurs.

L'exemple fourni par le Cluster maritime des Canaries, qui promeut la visibilité des femmes dans l'économie bleue par le biais d'événements tels que "This is our Port" (21), illustre parfaitement la manière dont les partenariats public-privé peuvent promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.



LUTTE CONTRE LA VIOLENCE SEXISTE

La violence et le harcèlement fondés sur le sexe constituent un autre problème dans l'économie bleue, car ils peuvent entraîner des répercussions négatives importantes sur le bien-être et la productivité des femmes. Pour résoudre ces problèmes, il est essentiel de renforcer la sensibilisation et la mobilisation sociale et de permettre aux femmes d'accéder à la justice et de bénéficier d'un soutien approprié. Des politiques et des mesures doivent être mises en place pour prévenir ces comportements, notamment en mettant fin à l'impunité et en poursuivant les auteurs. L'accès universel aux services de base est également crucial, y compris l'intervention rapide pour la sécurité et la protection, le soutien psychologique et social, et l'assistance pour aider les femmes à comprendre leurs droits. Outre ces mesures, des politiques sensibles au genre, la formation du personnel, ainsi que le suivi et la gestion des ressources humaines sont essentiels.

Le projet "Safe at Sea", mis en œuvre par l'Organisation Maritime internationale (OMI) en collaboration avec le secteur maritime pour lutter contre le harcèlement et les agressions sexuelles en mer, est un exemple de réussite dans ce domaine. Le projet visait à sensibiliser à cette question, à améliorer les mécanismes de signalement et à élaborer des politiques et des procédures pour prévenir ces comportements et y répondre. Toutefois, les politiques ne suffisent pas à garantir aux femmes des conditions de travail sûres et des mesures de contrôle et d'application de ces politiques sont également nécessaires.



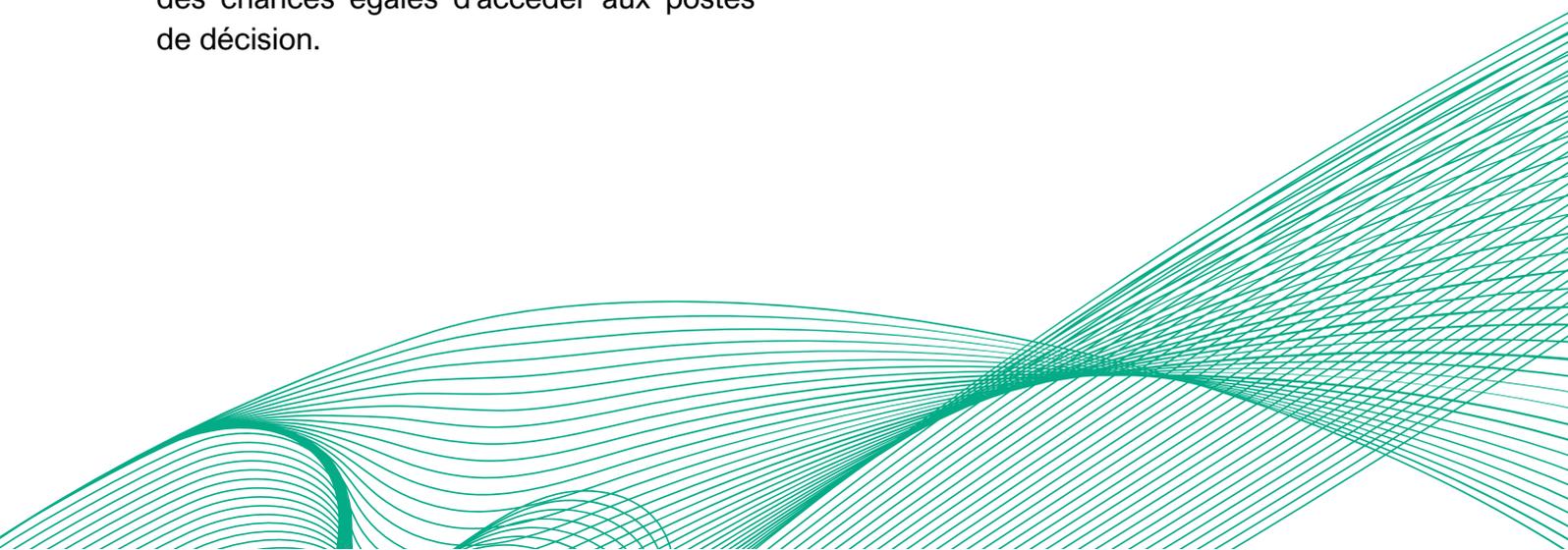
ABORDER LES BARRIÈRES CULTURELLES ET SOCIALES - MODÈLES ET EXEMPLES DE RÉUSSITE

Les politiques doivent être conçues de manière à lever les obstacles culturels et sociaux qui empêchent les femmes de participer pleinement à l'économie bleue. Des réformes comprenant des mesures économiques, juridiques et politiques sont nécessaires pour soutenir la progression des femmes sur le marché du travail. Ces politiques doivent être élaborées par des femmes qui comprennent les problèmes. La formation est également cruciale, comme le souligne Monica Quesada, chef de projet au Cluster Maritime des Canaries, pour s'assurer que les femmes ont les compétences nécessaires pour réussir. Par exemple, la mise en œuvre de politiques encourageant l'intérêt des femmes pour le secteur maritime et l'institutionnalisation de l'égalité des sexes peuvent contribuer à l'intégration des femmes dans l'économie bleue. En outre, des mécanismes de financement innovants peuvent être mis en place pour soutenir ces politiques.

Par exemple, en Guinée Conakry, deux femmes du Réseau REFMAP ont été nommées à la tête du port, ce qui a permis à ce dernier de recevoir un prix pour sa meilleure gestion grâce à la contribution de ces deux femmes. Cela démontre le potentiel des femmes et souligne l'importance de veiller à ce qu'elles aient des chances égales d'accéder aux postes de décision.

Voici quelques-unes des recommandations visant à partager les expériences réussies :

- Le partage des connaissances et des réussites est essentiel à la création de réseaux et à la visibilité des femmes compétentes dans l'économie bleue.
- Promouvoir les professions de l'économie bleue en se coordonnant avec les établissements d'enseignement et les autorités portuaires.
- Impliquer tous les acteurs des chaînes de valeur pour la conception de projets durables dans les communautés pour soutenir la prise de décision.
- Organisation d'une campagne de sensibilisation à l'économie bleue et création d'incitations à l'investissement dans le secteur.
- Le mentorat par des femmes ayant réussi à occuper des postes de direction est essentiel pour surmonter les obstacles à la participation des femmes à l'économie bleue.



05

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Comme nous l'avons souligné dans cet article, l'économie bleue peut contribuer de manière significative au développement socio-économique des femmes en Afrique. Cependant, l'exclusion actuelle des femmes du secteur maritime a entravé leur accès aux opportunités économiques, ainsi que leur capacité à bénéficier du développement du secteur. Voici les principales conclusions et recommandations :

1. Les stéréotypes et les préjugés liés au genre doivent être combattus afin de garantir aux femmes l'égalité des chances en matière de formation et de promotion. Il est essentiel d'intégrer les vocations bleues dans les programmes d'études. La formation professionnelle peut aider les femmes à acquérir les compétences et la confiance dont elles ont besoin pour progresser dans leur carrière et assumer des rôles de direction. Les femmes doivent également avoir accès à l'enseignement supérieur pour développer leurs compétences techniques. Les politiques peuvent faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes, et le financement et le soutien des gouvernements et des ONG peuvent contribuer à garantir que les programmes de formation sont accessibles et pertinents pour les femmes dans l'économie bleue.

2. L'autonomisation des femmes entrepreneurs est un aspect essentiel de la promotion de la participation des femmes à l'économie bleue. Plusieurs pays africains ont progressé dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes entrepreneurs, ce qui se traduit par un nombre croissant d'entreprises dirigées par des femmes. Néanmoins, pour les soutenir davantage, les gouvernements devraient mettre en place et développer des programmes de crédit et d'autres incitations financières. En outre, ils devraient proposer des programmes de formation et de renforcement des capacités aux femmes entrepreneurs afin de développer leurs compétences commerciales et d'améliorer leur accès aux marchés, aux réseaux et aux ressources.

3. Les réseaux de femmes, comme l'illustre le réseau des femmes africaines portuaires (REFMAP) avec le soutien de la Fondation Ports de Las Palmas, peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Ces réseaux peuvent constituer une plateforme permettant aux femmes de partager leurs connaissances, leurs expériences et leurs meilleures pratiques, ainsi que de plaider en faveur de l'égalité des sexes. Les gouvernements, les organisations de la société civile et les partenaires du développement devraient soutenir la création et le renforcement des réseaux de femmes et faciliter leur participation au dialogue politique et aux processus décisionnels.

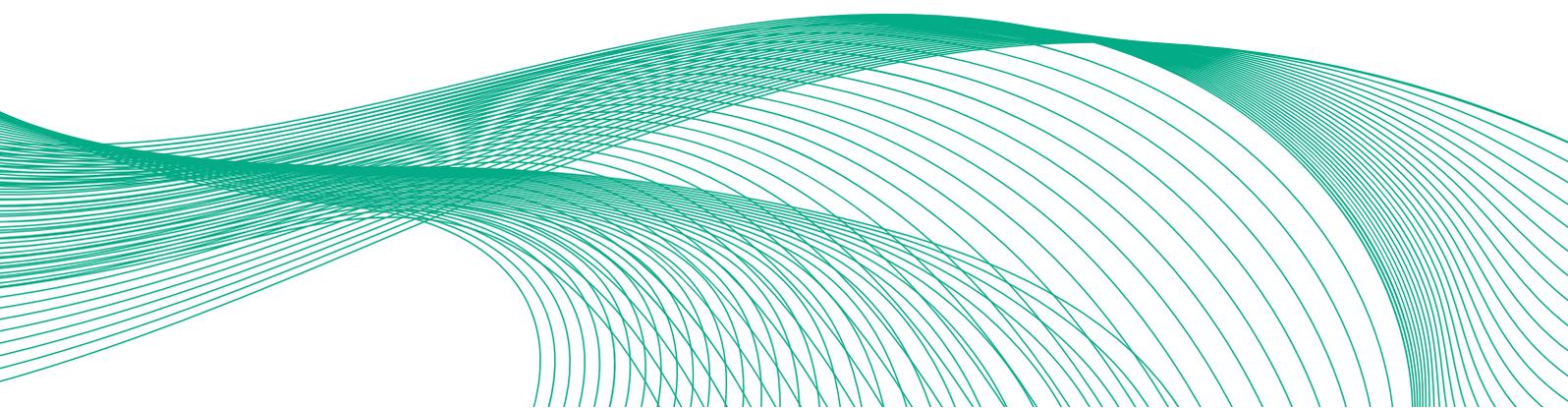
4. Les mesures sensibles au genre peuvent jouer un rôle clé dans la promotion de la participation et de l'autonomisation des femmes. Pour promouvoir la participation des femmes, les entreprises peuvent mettre en œuvre des programmes de formation, organiser des politiques de promotion, mettre en place des observatoires pour suivre la progression de carrière des femmes et participer à des forums et des séminaires qui promeuvent l'égalité des genres. L'augmentation de la participation des femmes peut avoir plusieurs avantages, tels que l'accélération de la croissance du secteur maritime, la contribution à la protection de l'environnement marin et côtier et la gestion durable des ressources de la biodiversité. Une campagne de sensibilisation du public est nécessaire pour mettre en évidence le rôle des femmes dans l'économie bleue et les avantages de la diversité des genres. De même, il est essentiel de mettre en lumière les réussites des femmes.

5. L'économie bleue est une voie potentielle pour le développement durable. Cependant, les femmes rencontrent souvent des difficultés pour accéder à des conditions de travail sûres et décentes. Pour réduire l'écart entre les hommes et les femmes, des politiques telles que les quotas et les congés parentaux rémunérés ont été mises en œuvre dans le monde entier.

Les partenariats public-privé peuvent également jouer un rôle essentiel dans la promotion de l'égalité des sexes. Toutefois, des politiques sont nécessaires pour faciliter ces partenariats et veiller à ce qu'ils donnent la priorité à l'égalité entre les femmes et les hommes. Malheureusement, la violence et le harcèlement fondés sur le sexe constituent un problème majeur et des politiques et des mesures doivent être mises en place pour prévenir ces comportements et y répondre. En outre, les politiques doivent être conçues pour s'attaquer aux barrières culturelles et sociales qui empêchent les femmes de participer pleinement à l'économie bleue. Des mécanismes innovants de formation et de financement peuvent être mis en place pour soutenir ces politiques.

"L'égalité est un droit, une fois conquis et reconnu, il faut continuer à se battre jour après jour pour qu'il n'y ait pas de recul dans cette égalité des droits. Sans cette égalité des droits, la société ne peut pas prospérer"

Margarita Pena (Espagne - Îles Canaries),
Déléguée Spéciale de la zone franche de Santa Cruz de Tenerife et membre de BPW Canarias.



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- (1) Union, African. 2050 Africa's integrated maritime strategy. Juta, 2014.
- (2) United Nations. Economic Commission for Africa. "Africa's Blue Economy: Opportunities and Challenges to Bolster Sustainable Development and Socioeconomic Transformation: Issues Paper." (2018) Web. May 29, 2023.
- (3) Nagy, Henrietta, and Siphesihle Nene. "Blue Gold: Advancing Blue Economy Governance in Africa." Sustainability 13.13 (2021): 7153.
- (4) Africa's Integrated Maritime Strategy. 2050 Aim Strategy. Web. May 29, 2023.
- (5) Fearon, James, and Anke Hoeffler. "Benefits and costs of the conflict and violence targets for the post-2015 development agenda." Conflict and violence assessment paper, Copenhagen Consensus Center (2014): 1-65.
- (6) Bennett, Nathan James, et al. "Blue growth and blue justice: Ten risks and solutions for the ocean economy." Marine Policy 125 (2021): 104387.
- (7) Hapres, Licensee. "Africa Blue Economy Strategies Integrated in Planning to Achieve Sustainable Development at National and Regional Economic Communities (RECs)." (2022).
- (8) "Maritime Labour Convention, 2006". International Labour Organization, www.ilo.org/global/standards/maritime-labour-convention/lang--en/index.htm. May 29, 2023.
- (9) Bohler-Muller, Narnia, Joleen Steyn-Kotze, and Emmanuel Skeyere. Women's Economic Empowerment and the Blue Economy., 2019. Web. May 29, 2023.
- (10) "Ministry of Trade, Industry and Fisheries". Government.no, www.regjeringen.no/en/dep/nfd/id709. May 29, 2023.
- (11) Annual Report 2020-21. Department of Agriculture, Water and the Environment ed. Web. May 29, 2023.
- (12) Aurre, Eduardo Bidaurratzaga, Artur Colom Jaén, and Ainhoa Marín Egoscozábal. "Integración y transformación económica en África: potencial y limitaciones del Área de Libre Comercio Continental Africana." Revista Iberoamericana de Estudios de Desarrollo= Iberoamerican Journal of Development Studies 10.1 (2021): 216-239.
- (13) OECD. "Blended Finance for Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls". OECD Publishing (2022) Web. May 29, 2023.
- (14) "November 2022 – Cluster Marino Marítimo de Canarias". Cluster Marino Marítimo de Canarias – Desarrollo del espacio Marino Marítimo de Canarias, www.clustermc.es/2022/11/?lang=en. Web. May 29, 2023.
- (15) World Bank. "Gender Integration in the Blue Economy Portfolio: Review of Experiences and Future Opportunities." (2022).
- (16) Süßmuth-Dyckerhoff, Claudia, Jin Wang, and Josephine Chen. "Women matter: an Asian perspective." McKinsey and Company (2012).
- (17) "Cabo Verde - Parity Law for Gender Equity and Human Dignity." Nairobi Summit. -11-01T01:53:25+05:30 2019. Web. May 29, 2023 <<https://www.nairobisummiticpd.org/es/node/1584>>.
- (18) Tahir, Dr Safdar, et al. "Women in Top Management: Performance of Firms and Open Innovation." Journal of Open Innovation Technology Market and Complexity 7 (2021): 87. Web. May 29, 2023.
- (19) Janjuha-Jivraj, Dr Shaheena. "Moving Targets – Why Quotas Alone Can't Achieve Gender Balance In Leadership." Forbes. Web. May 29, 2023 <<https://www.forbes.com/sites/shaheenajanjuhajivraj/europe/2022/06/19/moving-targets--why-quotas-alone-cant-achieve-gender-balance-in-leadership/>>.
- (20) Merchant, Nilofer. "Quotas for Women on Boards are Wrong." Harvard Business Review -09-01T17:51:22Z 2011 Web. May 29, 2023 <<https://hbr.org/2011/09/quotas-for-women-on-boards-are>>.
- (21) «La Luz Es Nuestro Puerto». Web. May 29, 2023. <<https://www.clustermc.es/la-luz-es-nuestro-puerto-mujeres-en-azul/>>.



Consejería de Economía,
Conocimiento y Empleo
Dirección General de Asuntos
Económicos con África



Casa África
Gran Canaria - España
www.casafrica.es

